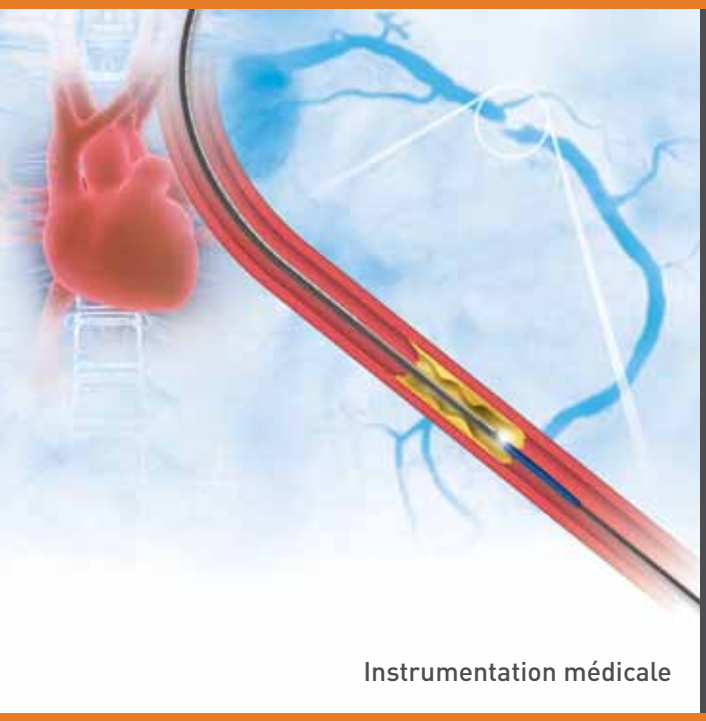
opSens

MESURER... OPTIMISER



Instrumentation médicale

Pétrole et gaz

RAPPORT ANNUEL **2010**

PROFIL CORPORATIF • **Opsens** est un chef de file dans le développement, la fabrication, la commercialisation et l'installation de solutions optiques basées sur des technologies brevetées. Opsens commercialise des capteurs pour la mesure de la pression, de la température, des déformations et du déplacement auprès de manufacturiers d'équipements d'origine (OEM) et d'utilisateurs dans les domaines du pétrole et gaz, de l'instrumentation médicale et des laboratoires scientifiques. Les capteurs d'Opsens offrent fiabilité et précision à long terme dans les conditions les plus difficiles.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS 2010

Septembre 2010

Nouveau président pour les activités dans le pétrole et gaz, un vétéran de l'industrie, pour diriger l'équipe et faire la promotion des solutions d'Opsens dans le marché du pétrole lourd.

Août 2010

Nomination de trois administrateurs qui ont une forte expérience dans les domaines du pétrole et gaz et de l'instrumentation médicale.

Cession des activités dans les transformateurs électriques pour 3,1 M$ US ce qui permettra à Opsens de concentrer ses efforts vers les marchés à plus fort potentiel soit ceux du pétrole et gaz, de l'instrumentation médicale et des laboratoires.

Mai 2010

Réception d'une commande pour l'instrumentation de puits d'observation dans un projet de récupération assistée du pétrole par l'injection de CO_2, un procédé qui permet à la fois de stimuler la production de pétrole et d'entreposer le CO_2 dans des formations géologiques souterraines. Cette méthode contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La propriété intellectuelle et l'expertise d'Opsens sont des éléments clés dans son positionnement dans ce marché.

Avril 2010

Réception d'une commande d'OPP-W pour l'instrumentation de 5 puits d'un client existant.

Février 2010

Clôture d'un placement privé de 3,6 M$ à 0,85 $ l'unité.

Janvier 2010

Abiomed annonce un partenariat avec Opsens pour l'introduction de son capteur dans l'Impella.

Opsens est partenaire de manufacturiers OEM depuis plusieurs années. Les bénéfices des solutions de capteurs optiques sont de plus en plus reconnus dans le milieu médical. Pour Opsens, l'introduction de son capteur optique de pression dans un produit tel que l'Impella, une pompe cardiaque miniature, est une confirmation de son efficacité et de sa sécurité, d'excellentes bases pour la mise en marché de son propre instrument médical destiné à la mesure de la réserve coronaire ("FFR" ou Fractional Flow Reserve).

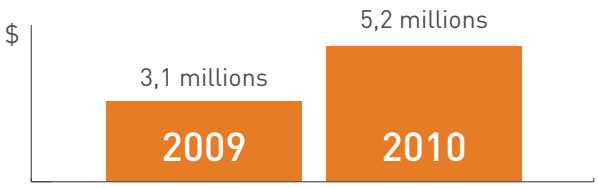
Novembre 2009

Réception d'une commande d'un producteur pétrolier majeur pour l'instrumentation de puits d'observation dans un projet de récupération assistée du pétrole par CO_2.

Octobre 2009

Réception d'une commande commerciale de 26 capteurs OPP-W d'un producteur pétrole et gaz majeur de l'Alberta qui a mis le produit à l'épreuve pendant plusieurs mois. Le capteur optique de pression et de température OPP-W pour les SAGD est résistant à la haute température.

PROGRESSION DES REVENUS



POURQUOI INVESTIR DANS OPSENS

SES MARCHÉS CIBLES

- Opsens s'adresse à des marchés dont les besoins de mesurer la température et la pression sont grandissants et particulièrement dans les domaines du pétrole et gaz et de l'instrumentation médicale.
- Opsens s'adresse à des joueurs majeurs et reconnus qui cherchent à optimiser continuellement leurs méthodes et leurs opérations.

SON OFFRE

- Les produits d'Opsens ont fait leurs preuves.
- L'acceptation des produits optiques est en croissance dans chacun de nos secteurs cibles.
- L'expertise d'Opsens en capteurs optiques est reconnue.
- Opsens a une forte capacité à matérialiser les nouvelles idées.
- Les produits d'Opsens génèrent une forte marge bénéficiaire supportée par des revenus récurrents notamment par le remplacement des capteurs dans le pétrole et gaz et l'instrumentation médicale.

SA STABILITÉ

- Les intérêts des actionnaires et de la direction sont bien alignés – forte détention d'actions par la direction.
- Opsens a une situation financière solide qui permet à Opsens d'exécuter son plan d'affaires.

NOTRE VISION DE L'ANNÉE 2011

- Poursuite de la progression des ventes dans chacun de nos marchés stratégiques.
- Dépôt d'une demande d'approbation réglementaire (par exemple 510 K auprès de la FDA aux États-Unis) en vue d'une commercialisation de notre produit d'instrumentation médicale auprès d'humains en 2012.
- Extension de la base de clients pour le capteur OPP-W dans le pétrole et gaz.
- Nouvelles installations pour l'instrumentation de puits d'observation dans des projets de récupération assistée du pétrole par CO_2.
- Premières installations d'extensomètres pour la surveillance de l'intégrité du couvert rocheux.
- Poursuite du développement des marchés actuels et futurs avec de nouveaux produits et de nouvelles applications pour les produits existants.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

En 2010, Opsens a renforcé sa position de leader dans les solutions de mesure à base de capteurs à fibre optique. La croissance soutenue des ventes démontre l'adoption progressive de nos produits dans nos marchés.

Ce fut une année charnière pour Opsens. La Société a pris des mesures pour solidifier sa position financière et aligner ses ressources vers les marchés qu'elle considère comme ayant le plus de potentiel, soit ceux de la mesure de la pression et de la température pour le pétrole et gaz, l'instrumentation médicale et les laboratoires. Dans son repositionnement, Opsens a cédé ses activités dans les transformateurs électriques de haute-puissance à la société californienne LumaSense pour un montant de 3,1 M$ US.

PÉTROLE ET GAZ

Les revenus d'Opsens pour le pétrole et gaz ont crû de façon importante passant de moins de 400 000 $ à plus de 2,4 M$. Opsens a reçu sa première commande de taille commerciale pour son capteur OPP-W et la demande pour celui-ci progresse. À mesure qu'Opsens fait sa place dans le pétrole et gaz de l'Alberta, la Société diversifie son offre de solutions pour les puits de pétrole utilisant le procédé du Steam Assisted Gravity Drainage (SAGD) avec entre autres, un système de mesure de la température distribuée (DTS) et un extensomètre pour la surveillance de l'intégrité du couvert rocheux.

Opsens Solutions génère des revenus à partir de différentes lignes de produits. En effet, l'expertise de la Société lui a valu d'être sélectionnée par le Petroleum Technology Research Centre (« PTRC ») en tant que directeur du programme de l'International Energy Agency Greenhouse Gas Program parrainé par le Weyburn-Midale CO_2 Storage and Monitoring Project pour le design et la construction d'un système portable pour évaluer l'intégrité de puits cimentés lors de l'entreposage du CO_2. Opsens Solutions est fière d'avoir été sélectionnée pour ce mandat qui reconnaît son expertise et son esprit innovateur pour la création et le déploiement de nouvelles applications. La Société a également fourni des solutions de mesure pour les opérations où l'on procède à la récupération du pétrole assistée par injection de CO_2.

OPSENS SOLUTIONS BONIFIE SON ÉQUIPE

En Alberta, Opsens Solutions fait ses preuves sur le terrain depuis déjà plusieurs mois. La Société a donc bonifié son équipe avec des gens d'expérience du domaine. Pour diriger l'équipe et faire la promotion de ses produits destinés au marché du pétrole et gaz, Opsens a choisi comme président, Darren Wiltse, ing., un vétéran de l'industrie qui compte près de 30 années d'expérience dans le domaine et qui a travaillé dans la fabrication de systèmes de récupération, le marketing et la production pour plusieurs sociétés pétrolières dont Pétro Canada et Weatherford Canada.

INSTRUMENTATION MÉDICALE - DÉVELOPPEMENTS D'IMPORTANCE

Opsens a également fait des pas de géant dans le développement de son premier produit complet d'instrumentation médicale. D'abord, Opsens a déposé une demande de brevet pour son produit, le EasyWire, destiné au marché de la mesure du Fractional Flow Reserve ("FFR"). Le FFR est un indicateur de la sévérité fonctionnelle des resserrements des artères coronaires. Cette mesure est un outil additionnel que les médecins peuvent utiliser avant de sélectionner un traitement. Le EasyWire est à un stade de développement très avancé, Opsens ayant déjà fait des essais prometteurs sur les animaux. Opsens a constitué un comité scientifique pour supporter le développement de ce produit médical. Il est constitué de Morton J. Kern de l'Université Irvine, d'Olivier Bertrand de l'Hôpital Laval et de Michael J. Lim de l'Université St-Louis.

Parallèlement, Opsens a signé une entente avec Abiomed pour l'introduction de son capteur de pression dans l'Impella, la plus petite pompe cardiaque au monde. Cette entente signifie pour Opsens bien plus qu'une entente comme fournisseur d'équipement OEM. Elle se veut une reconnaissance de la performance de la technologie unique d'Opsens dans le marché médical. Cette reconnaissance du domaine médical pourrait s'avérer être un élément clé dans la mise en marché de notre produit pour le FFR.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs Steven Arless, Colin Cook et Gordon Zive se sont joints au conseil d'administration d'Opsens. Ces trois nouveaux administrateurs apportent une forte expérience dans les domaines du pétrole et gaz et de l'instrumentation médicale.

PERSPECTIVES 2011

Maintenant que ses capteurs sont installés directement dans les puits producteurs de SAGD avec succès et ce depuis plus de deux ans, nous pouvons dire que la performance et la fiabilité de l'OPP-W sont établies et reconnues. Opsens veut accélérer l'implantation de ce produit phare et commercialiser d'autres produits comme le système DTS de mesure de la température, l'extensomètre à fibre optique et les solutions pour la récupération assistée du pétrole par CO_2 auprès de ses clients actuels et de nouveaux clients. Cette stratégie d'offrir une gamme étendue de produits et de services dans ce domaine est essentielle au développement d'Opsens Solutions puisqu'elle favorise la croissance de ses revenus à long terme.

Au sein de la division médicale, le développement de notre propre produit d'instrumentation médicale utilisant notre capteur de pression pour la mesure du FFR progresse très bien. L'expérience d'Opsens en tant que fournisseur OEM va permettre d'accélérer l'accès au marché de notre produit. Opsens anticipe déposer une demande d'approbation réglementaire (par exemple 510 K auprès de la FDA aux États-Unis) au cours de l'année 2011. Opsens vise la commercialisation de ce produit à très fort potentiel pour 2012.

Je remercie nos clients pour la confiance qu'ils démontrent envers nos produits. Je remercie aussi l'équipe – la croissance de nos activités repose sur la qualité de son travail, soutenue par notre conformité à la norme ISO 9001:2008. Je désire mentionner l'apport considérable de nos administrateurs passés et présents qui nous supportent dans notre croissance. Je les remercie des efforts qu'ils déploient au bénéfice de la compagnie. Finalement, je désire remercier les actionnaires pour la confiance qu'ils ont placée dans l'équipe d'Opsens et la patience dont ils font preuve. Nous sommes déterminés à combler leurs attentes.

(s) Pierre Carrier
Président du conseil d'administration, président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Rapport annuel destiné aux actionnaires
Exercice terminé le 31 août 2010

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter une analyse du point de vue de la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière d'Opsens inc. au 31 août 2010 ainsi que pour l'exercice terminé à cette date comparativement à l'exercice correspondant terminé le 31 août 2009, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers vérifiés du 31 août 2010 et les notes afférentes.

Dans le présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies selon les principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR) sur une base consolidée. Ce rapport de gestion a été préparé le 8 novembre 2010. À moins d'avis contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

Certaines sections de ce rapport présentent des déclarations prospectives comportant des risques et incertitudes. Les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de notre rendement futur. Les résultats réels peuvent différer de façon significative de ceux des déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont l'environnement économique général, les dépenses en capital dans le secteur de l'instrumentation de mesure, l'instabilité des taux de change et la capacité à mener nos affaires avec succès dans ces conditions incertaines. Par conséquent, vous ne devriez pas faire preuve d'une confiance totale en ces déclarations prospectives. Ces déclarations sont valables seulement en date du présent document. La Société n'assume aucune obligation de mettre à jour le présent rapport ou de le réviser afin de refléter de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances autres que celles requises par la loi.

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Opsens inc. (la « Société ») est un chef de file dans le développement, la fabrication et la commercialisation d'une grande variété de capteurs à fibre optique jumelés à des conditionneurs de signal basés sur des technologies brevetées et en instances de brevet. Les capteurs d'Opsens offrent une fiabilité et une précision à long terme dans des conditions environnantes des plus difficiles. Opsens commercialise des capteurs pour la mesure de la pression, de la température, des déformations et du déplacement auprès de manufacturiers d'équipements d'origine (OEM) et aux utilisateurs dans les domaines du pétrole et gaz, du médical et des laboratoires. Opsens offre à ses clients des services techniques, d'installation et de formation ainsi que le service après-vente en conformité avec la norme ISO 9001:2008.

La Société détient quatre brevets et les droits sur trois demandes de brevets sur ses produits et sa technologie qui lui permettent de desservir ses marchés et qui lui offrent une liberté d'opération. Avec ses technologies brevetées et son expertise hautement reconnue, Opsens répond aux besoins des consommateurs dans les marchés du médical, du pétrole et gaz et des laboratoires. Depuis le 11 décembre 2007, les activités dans le domaine du pétrole et gaz sont exécutées par la filiale à part entière Opsens Solutions inc. (« Opsens Solutions ») anciennement Inflo Solutions inc.

VISION, STRATÉGIE ET PERSPECTIVES

Le marché mondial des capteurs à fibre optique et conventionnels est évalué à plusieurs dizaines de milliards de dollars. La stratégie de commercialisation de la Société vise à répondre aux différents marchés de niche actuels et à développer de nouveaux marchés spécifiques pour ses capteurs optiques. Son expertise, son savoir-faire et sa technologie brevetée sont les clés maîtresses qui ouvrent la voie vers de nouvelles techniques de production engendrant une plus grande fiabilité des équipements de mesure. Aussi, l'utilisation par Opsens de la technologie de fabrication MEMS (Micro-Electro-Mechanical-System) favorise la pénétration dans des marchés traditionnellement occupés par les capteurs conventionnels étant donné le haut volume et la réduction des coûts de fabrication.

Dans l'exercice 2011, Opsens anticipe continuer à faire croître, malgré la disposition des activités dans les transformateurs électriques de haute-puissance et l'environnement économique difficile, ses revenus par rapport à l'année comparative. La plus grande maturité de nos produits est des éléments importants qui vont contribuer significativement à la croissance des revenus.

Informations à fournir dans la période d'incertitude et de volatilité actuelle dans les marchés financiers

Dans l'environnement économique actuel, Opsens poursuit l'exécution de son plan stratégique orienté vers la croissance des revenus de chacun de ses marchés. La Société continue d'engager des ressources humaines additionnelles afin de livrer des produits et des services à la hauteur des attentes de ses clients. Étant donné la gouvernance en place au sein de chacune des unités d'exploitation, il n'a pas été requis à ce jour de prendre de mesures particulières.

En ce qui concerne la gestion de la trésorerie, le placement privé réalisé au cours de l'exercice 2010 et le produit de disposition des activités de transformateurs électriques de haute-puissance offrent à Opsens les ressources financières nécessaires pour ses opérations dans l'exercice 2011. Ainsi, la Société n'a pas modifié sa stratégie de gestion de trésorerie. Cette stratégie vise à protéger les avoirs financiers et à différer les déboursés qui ne sont pas essentiels à la réalisation du plan stratégique à court et moyen terme. La croissance des ventes et l'innovation demeurent les facteurs clé de succès à un financement ultérieur dans le cas où celui-ci serait requis pour les opérations de la Société.

Les estimations comptables effectuées pour l'exercice terminé le 31 août 2010 n'ont pas été modifiées malgré l'environnement économique actuel incertain à cause de la nature des postes où sont effectuées les principales estimations. Ces postes sont les crédits d'impôts à recevoir, la provision pour garanties contractuelles et les hypothèses liées à la détermination de la juste valeur des options sur actions et des bons de souscription. La direction n'anticipe pas d'impact sur les estimations comptables pour l'exercice 2011.

Inducteurs de performance ayant subi des changements suite à la crise financière

Coût et disponibilité du crédit

La disponibilité du crédit a diminué dans le cadre de la crise financière. Opsens dispose des liquidités requises pour l'exécution de son plan d'affaires à court terme. À long terme, dans le cas où du financement en équité additionnel serait requis, il est possible, bien qu'incertain, que les politiques fiscales favorisent l'obtention d'un tel financement à un coût similaire à ce qui serait obtenu en période normale.

Clientèle

La période d'incertitude et de volatilité actuelle n'a pas eu d'effet sur la stratégie de gestion du crédit d'Opsens puisque sa liste de clients est principalement composée de sociétés à forte capitalisation, de distributeurs et de sociétés paragouvernementales.

Cours du change

Pour ce qui est de la fluctuation des devises, une appréciation du dollar canadien, par rapport au dollar américain, défavorise, de façon générale, le montant des ventes et la marge bénéficiaire brute d'Opsens, compte tenu de la forte proportion des ventes réalisées en devise américaine. L'information détaillée concernant l'impact des cours de change est disponible aux sections « Distribution, ventes et revenus récurrents à long terme » et « Gestion du capital ».

Cours des marchandises

Le marché du pétrole et gaz est un marché stratégique pour Opsens. Malgré la remontée récente des cours du pétrole, la haute volatilité du prix de cette commodité pourrait affecter négativement à court terme certains investissements dans le pétrole et gaz.

Contreparties

Étant donné la diversification des revenus et des achats, la Société n'anticipe aucun impact significatif de la baisse de la solvabilité de certains clients, fournisseurs commerciaux et bancaires.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SÉLECTIONNÉS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars, sauf pour l'information par action)	Exercice terminé le 31 août 2010	Exercice terminé le 31 août 2009	Exercice terminé le 31 août 2008
	$	$	$
Produits	5 281	3 088	2 844
Coût des ventes	3 173	2 000	1 432
Marge bénéficiaire brute	2 108	1 088	1 412
Frais d'administration	1 521	1 179	984
Frais de commercialisation	870	872	731
Frais de recherche et développement	1 047	828	699
Frais (revenus) financiers	(41)	(34)	(58)
Rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	282	229	253
Amortissement des immobilisations corporelles	179	164	100
Amortissement des actifs incorporels	32	21	40
Gain sur disposition	(2 375)	-	-
	1 515	3 259	2 749
Bénéfice (Perte) avant impôts sur les bénéfices	593	(2 171)	(1 337)
Impôts sur les bénéfices	-	-	-
Bénéfice net (Perte nette)	593	(2 171)	(1 337)
Bénéfice (Perte) de base par action	0,01	(0,05)	(0,04)
Bénéfice (Perte) diluée par action	0,01	(0,05)	(0,04)

(En milliers de dollars)	Au 31 août 2010	Au 31 août 2009	Au 31 août 2008
	$	$	$
Actif à court terme	9 597	4 880	5 462
Actif total	11 516	6 450	6 852
Passif à court terme	1 527	652	770
Dette à long terme	129	256	253
Capitaux propres	9 860	5 542	5 829

Aucun dividende par action n'a été déclaré pour chaque catégorie d'actions.

La Société a réalisé, le 8 avril 2008, un placement privé de 4 711 126 unités à un prix de 0,80 $ l'unité pour un produit brut de 3 768 901 $. Le 25 juin 2009 a réalisé, un placement privé de 2 916 667 actions à un prix de 0,60 $ l'action pour un produit brut de 1 750 000 $. Le 12 février 2010, la Société a réalisé, un placement privé de 4 287 500 unités à un prix de 0,85 $ l'unité pour un produit brut de 3 644 375 $.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

Le sommaire ci-dessous présente les périodes où Opsens a publié des états financiers intermédiaires non vérifiés.

(En milliers de dollars)	**Période de trois mois terminée le 31 août 2010**	**Période de trois mois terminée le 31 mai 2010**	**Période de trois mois terminée le 28 février 2010**	**Période de trois mois terminée le 30 novembre 2009**
	$	$	$	**$**
Revenus	1 695	1 469	1 047	1 070
Bénéfice net (Perte nette)	2 016	(341)	(586)	(496)
Bénéfice net (Perte nette) par action de base	0,04	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Bénéfice net (Perte nette) par action diluée	0,04	(0,01)	(0,01)	(0,01)

(En milliers de dollars)	**Période de trois mois terminée le 31 août 2009**	**Période de trois mois terminée le 31 mai 2009**	**Période de trois mois terminée le 28 février 2009**	**Période de trois mois terminée le 30 novembre 2008**
	$	$	$	$
Revenus	591	1 279	606	612
Perte nette	(719)	(215)	(682)	(555)
Perte nette par action de base	(0,02)	(0,01)	(0,02)	(0,01)
Perte nette par action diluée	(0,02)	(0,01)	(0,02)	(0,01)

Au cours du premier trimestre 2009, la Société a effectué des améliorations locatives à ses locaux de Québec ce qui a affecté temporairement la production et ainsi les ventes et la perte nette.

QUATRIÈME TRIMESTRE 2010

La Société a enregistré, pour le quatrième trimestre terminé le 31 août 2010, un bénéfice net de 2 016 000 $ soit 0,04 $ par action. Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009, la perte avait été de 719 000 $ soit 0,02 $ par action. L'amélioration du résultat net dans le quatrième trimestre de l'exercice 2010 par rapport au trimestre comparatif s'explique notamment par le gain sur disposition des activités de transformateurs électriques, de l'augmentation des revenus et du taux de la marge brute. Les aspects saisonniers et les redressements de fin d'exercice n'ont pas eu d'impacts sur les produits d'exploitation et le bénéfice net du quatrième trimestre 2010.

Les produits se sont élevés à 1 695 000 $ pour la période de trois mois terminée le 31 août 2010 comparativement à 591 000 $ pour la période correspondante 2009. L'augmentation des revenus a été générée par une croissance des ventes dans chacun de nos secteurs. Le secteur du pétrole et gaz a été le secteur qui a montré les ventes les plus importantes pour un montant de 876 000 $.

Les frais d'administration ont augmenté en s'élevant à 400 000 $ pour la période de trois mois terminée le 31 août 2010 comparativement à 285 000 $ pour la période comparative en 2009.

Les frais de commercialisation ont augmenté légèrement en s'élevant respectivement à 218 000 $ et à 203 000 $ pour les périodes de trois mois terminées le 31 août 2010 et 2009.

Les frais de recherche et développement se sont élevés à 228 000 $ pour le quatrième trimestre terminé le 31 août 2010 comparativement à 201 000 $ pour la même période en 2009. La présence d'un projet porteur ayant nécessité certaines dépenses dans l'instrumentation médicale explique principalement la hausse.

Historiquement, les revenus de la Société ont été peu affectés par l'aspect saisonnier. L'aspect saisonnier gagnera en importance à mesure que la pondération des ventes dans le secteur du pétrole et gaz augmentera puisque les activités sont généralement plus fortes dans les trimestres hivernaux pour ce secteur.

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Dans le but d'évaluer sa performance et de générer une valeur à long terme pour ses actionnaires, la Société a identifié les indicateurs de performance financiers et non financiers suivants:

1) Distribution, ventes et revenus récurrents à long terme;
2) Produits et innovation;
3) Performance financière à court terme et flux de trésorerie;
4) Acquisitions stratégiques et développement de nouveaux projets.

EXERCICES TERMINÉS LES 31 AOÛT 2010 ET 2009

DISTRIBUTION, VENTES ET REVENUS RÉCURRENTS À LONG TERME

(En milliers de dollars sauf les données en pourcentage)	**Exercice terminé le 31 août 2010**	**Exercice terminé le 31 août 2009**
	$	**$**
Revenus	5 281	3 088
Taux de croissance (%)	71.0 %	
Marge bénéficiaire brute	2 108	1 088
Taux de croissance (%)	93,8 %	

La Société a enregistré des revenus de 5 281 000 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2010 par rapport à 3 088 000 $ pour l'exercice comparatif soit une augmentation de 71,0 %. La croissance des ventes de l'exercice 2010 a été générée par une croissance organique de plus de 2 000 000 $ dans le pétrole et gaz et de plus de 300 000 $ dans les laboratoires scientifiques et militaires. L'augmentation des revenus dans ces secteurs est attribuable à l'accent mis sur la valeur ajoutée de nos produits.L'augmentation des revenus dans ces secteurs est le fruit de la stratégie commerciale et de la proposition de valeur ajoutée de nos produits.

Les ventes au sein du pétrole et gaz se sont élevées à plus de 2 400 000 $ comparativement à 375 000 $ pour l'exercice 2009. L'augmentation des revenus dans ce secteur est le fruit de la stratégie commerciale et de la proposition de valeur ajoutée de nos produits.

Les ventes au sein de l'instrumentation médicale se sont élevées à près de 500 000 $ comparativement à 286 000 $ pour l'exercice 2009. Ces ventes au cours de l'exercice 2010 ont été effectuées principalement auprès de nos clients OEM pour la mesure de la pression bien que leurs produits ne soient pas en pleine commercialisation. Nous anticipons une croissance des ventes dans ce secteur au cours de l'exercice 2011 étant donné l'avancement des programmes de développement de nos clients OEM et la plus grande maturité de nos capteurs de pression et de température.

(En milliers de dollars sauf les données en pourcentage)	Exercice terminé le 31 août 2010	Exercice terminé le 31 août 2010	Exercice terminé le 31 août 2010	Exercice terminé le 31 août 2010
	Unité d'exploitation Opsens inc. $	Unité d'exploitation Opsens Solutions inc. $	Opérations intercompagnies éliminées $	États financiers consolidés $
Revenus	3 343	2 388	(450)	5 281
Coût des ventes	1 651	1 972	(450)	3 173
Marge bénéficiaire brute	1 692	416	-	2 108
Taux de marge bénéficiaire brute (%)	51	17	-	40

(En milliers de dollars sauf les données en pourcentage)	Exercice terminé le 31 août 2009	Exercice terminé le 31 août 2009	Exercice terminé le 31 août 2009	Exercice terminé le 31 août 2009
	Unité d'exploitation Opsens inc. $	Unité d'exploitation Opsens Solutions inc. $	Opérations intercompagnies éliminées $	États financiers consolidés $
Revenus	2 803	366	(81)	3 088
Coût des ventes	1 431	651	(81)	2 000
Marge bénéficiaire brute	1 372	(285)	-	1 088
Taux de marge bénéficiaire brute (%)	49	(78)	-	35

Le taux de marge bénéficiaire et la marge bénéficiaire brute sur la vente de produits ont augmenté pour l'exercice terminé le 31 août 2010 par rapport à l'exercice précédent étant donné notamment la répartition des frais généraux de production sur un volume de ventes plus important. Il est anticipé que la marge brute d'Opsens Solutions va continuer à augmenter avec un volume de ventes plus élevé. La Société anticipe que le taux de marge bénéficiaire brute d'Opsens Solutions inc. va revenir à la cible minimale de 40 % lorsque des revenus plus importants seront générés au sein de cette unité d'exploitation.

Au 31 août 2010, le carnet de commande s'établissait à 1 436 000 $ (617 000 $ au 31 août 2009).

Étant donné qu'une forte proportion des revenus est réalisée en devises américaines, la fluctuation de la devise canadienne par rapport à la devise américaine a un impact sur les revenus. Pour l'exercice terminé le 31 août 2010, les taux de conversion moyens ont été inférieurs à l'année précédente ce qui a affecté négativement le montant des ventes de 350 000$ pour l'exercice terminé le 31 août 2010.

Les capteurs à fibre optique font l'objet d'une acceptation grandissante des clients de domaines variés. L'acceptation grandissante a permis de faire croître les ventes malgré le contexte économique. En contrepartie, la concurrence dans certains domaines tels que le pétrole et gaz est également grandissante. Pour faire face à cette concurrence, Opsens travaille à mettre en valeur les caractéristiques performantes de ses produits par rapport à celles des concurrents. Pour les exercices terminés le 31 août 2010 et 2009, les fluctuations de prix et l'introduction de nouveaux produits n'ont pas eu d'impact significatif sur les ventes.

PRODUITS ET INNOVATION

La Société travaille constamment à améliorer sa position en propriété intellectuelle ainsi que son offre au client. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, la Société a mis l'accent sur l'amélioration continue de sa gamme de produits ainsi que sur les produits destinés au marché de l'instrumentation médicale et du pétrole et gaz. La stratégie de R&D de la Société consiste à orienter les efforts de développement de nouveaux produits vers des marchés à très fort potentiel tels que le pétrole et gaz et l'instrumentation médicale.

Au cours de l'exercice 2010, Opsens a progressé fortement dans le développement de son propre produit médical faisant l'objet d'un dépôt de brevet au bureau des brevets américains. Opsens a d'ailleurs obtenu dans l'exercice 2009 une contribution non remboursable de 498 500 $ du Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada (PARI-CNRC) pour le développement de ce projet. De plus, Opsens pourra bénéficier des conseils techniques fournis par le PARI-CNRC. Les qualités innovatrices du produit devraient nous permettre d'effectuer une percée importante dans le secteur médical au cours de l'exercice 2011.

Les frais de recherche et développement ont été augmentés en s'établissant respectivement à 1 047 000 $ et 828 000 $ pour les exercices 2010 et 2009. La variation des frais de recherche et développement au cours de la période a été engendrée principalement par l'accroissement du nombre d'employés et des dépenses en sous-traitance reliées au développement de prototype de notre produit médical.

PERFORMANCE FINANCIÈRE À COURT TERME ET FLUX DE TRÉSORERIE

Mesures financières non conformes aux PCGR – BAIIA, BAIIAO et BAIIAO et gain sur disposition

Le BAIIA, le BAIIAO et le BAIIAO et gain sur disposition n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est peu probable que ces mesures soient comparables avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIAO et gain sur disposition donne aux investisseurs et à la direction le taux d'absorption des liquidités relatif aux activités d'exploitation de la Société.

Rapprochement du BAIIAO avec les résultats annuels

(En milliers de dollars)	**Exercice terminé le 31 août 2010**	**Exercice terminé le 31 août 2009**	**Exercice terminé le 31 août 2008**
	$	**$**	**$**
Bénéfice net (Perte nette)	593	(2 171)	(1 337)
Frais (revenus) financiers	(41)	(34)	(58)
Amortissement des immobilisations corporelles	179	164	100
Amortissement des actifs incorporels	32	21	40
BAIIA	763	(2 020)	(1 255)
Rémunérations à base d'actions	282	229	253
BAIIAO	1 045	(1 791)	(1 002)
Gain sur disposition	(2 375)	-	-
BAIIAO et gain sur disposition	(1 330)	(1 791)	(1 002)

Bénéfice net (Perte nette)

Le bénéfice net de l'exercice terminé le 31 août 2010 s'est établi à 593 000 $ comparativement à une perte nette de 2 171 000 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2009. L'augmentation du résultat net et du BAIIAO pour l'exercice 2010 comparativement à l'exercice précédent, reflète notamment le gain sur disposition, l'augmentation des ventes et de la marge brute. Le BAIIAO et gain sur disposition s'est élevé à un montant négatif de 1 330 000 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2010 comparativement à un montant négatif de 1 791 000 $ l'année précédente.

Le résultat net du prochain exercice sera fortement influencé par le montant des ventes de produits. Le carnet de commandes de 1 436 000 $ et l'expansion des activités de commercialisation au sein du marché du pétrole et gaz suite aux installations passées du capteur OPP-W devraient favoriser l'augmentation des ventes et la stabilité du BAIIAO et gain sur disposition. La disposition des activités des transformateurs électriques devrait nuire à la croissance des ventes sans avoir un impact important sur le BAIIAO et gain sur disposition.

Gestion du capital

La Société utilise principalement ses capitaux afin de financer ses charges de commercialisation, ses charges de recherche et développement, ses charges d'administration, son fonds de roulement et ses dépenses en capital. Historiquement, la Société a financé ses activités à partir de diverses rondes de financement public et privé, par l'obtention de financements par dette, de même que par l'obtention de quelques subventions gouvernementales.

La Société passe en revue trimestriellement la perte nette et le BAIIAO.

La Société vise à améliorer ces indicateurs de performance qui ont fluctué favorablement pour l'exercice terminé le 31 août 2010 par rapport à la période correspondante 2009. La Société est d'avis que ses liquidités actuelles seraient suffisantes pour financer ses activités à court terme.

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée d'un montant maximal de 200 000 $, dont 50 000 $ est disponible en tout temps et sans égard à la margination usuelle. Pour une utilisation de la marge de crédit d'un montant variant entre 50 000 $ et 100 000 $, le crédit disponible est limité à un montant correspondant à 75 % des débiteurs canadiens et 65 % des débiteurs étrangers, plus 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Si l'utilisation de la marge de crédit excède 100 000 $, le crédit disponible est limité à un montant correspondant à 75 % des débiteurs canadiens et 90 % des débiteurs étrangers assurés, plus 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Selon les conditions de la convention de crédit, la Société est soumise à certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien d'un ratio maximum de 3 pour 1 pour la dette totale sur l'équité et d'un ratio de plus de 1,5 pour le fonds de roulement avec un minimum de 200 000 $. Les ratios de la Société au 31 août 2010 rencontrent les exigences du prêteur.

Informations sectorielles

Informations par secteur d'activité

Les secteurs isolables de la Société sont des unités d'exploitation stratégiques gérées distinctement puisque l'une est spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de capteurs à fibre optique (Opsens inc.) tandis que l'autre (Opsens Solutions Inc.) se spécialise dans la commercialisation et l'installation de capteurs optiques et conventionnels dans le secteur du pétrole et du gaz.

Les conventions comptables sont les mêmes pour les deux secteurs. Les opérations entre les secteurs ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

	2010			2009		
	Opsens inc.	**Opsens Solutions**	**Total**	Opsens inc.	Opsens Solutions	Total
	$	**$**	**$**	$	$	$
Ventes à des tiers	**2 892 819**	**2 387 897**	**5 280 716**	2 721 088	366 728	3 087 816
Ventes intersectorielles	**450 211**	**-**	**450 211**	81 481	-	81 481
Amortissement des immobilisations corporelles	**151 961**	**26 793**	**178 754**	147 940	16 520	164 460
Amortissement des actifs incorporels	**30 146**	**1 720**	**31 866**	21 387	-	21 387
Frais financiers	**(45 923)**	**5 084**	**(40 839)**	(92 939)	58 252	(34 687)
Perte nette avant disposition	**(1 317 306)**	**(464 429)**	**(1 781 735)**	(1 212 563)	(958 069)	(2 170 632)
Gain sur disposition	**2 375 107**	**-**	**2 375 107**	**-**	**-**	**-**
Bénéfice net (Perte nette)	**1 057 801**	**(464 429)**	**593 372**	(1 212 563)	(958 069)	(2 170 632)
Acquisition d'immobilisations corporelles	**65 023**	**60 366**	**125 389**	256 792	76 912	333 704
Acquisition d'actifs incorporels	**29 159**	**8 084**	**37 243**	31 418	-	31 418
Actif sectoriel	**8 612 521**	**2 903 906**	**11 516 427**	5 182 350	1 267 924	6 450 274

Informations par secteur géographique

	2010	2009
	$	$
Revenus par secteur géographique		
Canada	**2 601 958**	464 061
États-Unis	**906 916**	754 214
Allemagne	**298 152**	363 586
Royaume-Uni	**181 953**	146 767
Autres	**1 291 737**	1 359 188
	5 280 716	3 087 816

Les revenus sont attribués aux secteurs géographiques d'après le lieu de résidence des clients.

Les actifs immobilisés, qui comprennent les immobilisations corporelles et les actifs incorporels, sont situés au Canada en totalité.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2010, les revenus effectués auprès de deux clients représentaient individuellement 28.57 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.), et 11,34 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.) des revenus totaux de la société.

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2009, les revenus effectués auprès de deux clients représentent individuellement plus de 10 % des revenus totaux de la Société, soit environ 15,92 % (unité d'exploitation Opsens inc.) et 11,16 % (unité d'exploitation Opsens inc.).

Frais d'administration

Les frais d'administration se sont établis à 1 521 000 $ et 1 179 000 $ respectivement pour les exercices terminés le 31 août 2010 et 2009

L'augmentation des frais d'administration est la résultante de l'augmentation du nombre d'employés et des frais de recrutement. Dans l'exercice 2011, l'augmentation des frais d'administration devrait se poursuivre compte du personnel exécutif additionnel en vue de soutenir la croissance anticipée des ventes.

Frais de commercialisation

Les frais de commercialisation étaient de 870 000 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2010 comparativement à 872 000 $ pour l'exercice comparatif 2009 soit une diminution de 2 000 $.

Les frais de commercialisation du prochain exercice devraient demeurer stables par rapport à l'année précédente étant donné l'accent mis sur la commercialisation et notre stade de développement.

Frais financiers (revenus)

Les revenus ont été de 41 000 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2010 comparativement à un revenu financier de 34 000 $ l'année précédente. L'augmentation des revenus financiers au cours de l'exercice 2010 est la conséquence directe de la diminution des intérêts sur la dette à long terme par rapport à l'année précédente. Les revenus financiers devraient augmenter au cours du prochain exercice 2011 étant donné notamment les revenus d'intérêts supérieurs.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Le 12 février 2010, la société a réalisé un placement privé de 4 287 500 unités à un prix de 0,85 $ l'unité pour un produit brut de 3 644 375 $. Chaque unité est composée d'une action ordinaire d'Opsens et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon permettra à son détenteur de souscrire une action ordinaire d'Opsens, à un prix de 1,15 $ l'action durant une période de 24 mois suivant la clôture du placement privé. Opsens a payé aux placeurs pour compte une commission en espèces de 254 404 $ et émis des bons de souscription aux courtiers leur permettant d'acquérir un nombre de 299 299 actions ordinaires d'Opsens. Les bons de courtiers émis ont un prix d'exercice correspondant au prix d'émission des unités pour une période de 24 mois suivant la date de clôture du placement privé. Les titres émis dans le cadre de l'offre seront soumis à une période de restriction obligatoire de quatre mois expirant le 13 juin 2010. Le produit net du placement privé effectué sera utilisé pour le fonds de roulement et possiblement, pour des acquisitions. Ce financement permettra à la Société de financer l'expansion de ses activités de commercialisation et de finaliser les partenariats de développement de produits qui devraient générer des revenus récurrents à long terme pour la Société.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a complété un placement privé de 2 916 667 actions ordinaires à un prix de 0,60 $ l'action pour un produit brut de 1 750 000 $. Opsens a également émis, à la clôture du placement, des bons de souscription non transférables aux courtiers, leur permettant d'acquérir un nombre de 204 167 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,60 $ pour une période de 24 mois suivant la date de clôture du placement privé.

Exercice et expiration de bons de souscription

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, 178 889 bons de souscription permettant à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix de 0,80 $ l'action ont été exercés pour une contrepartie totale de 143 111 $. La valeur comptable des bons de souscription exercés a été transférée au capital-actions pour un montant de 63 469 $.

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, un nombre de 150 890 et 2 355 563 bons de souscription permettant à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix respectivement de 0,80 $ et 1,10 $ l'action ont expiré.

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2009, 50 000 bons de souscription permettant à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la Société à un prix de 0,40 $ l'action ont été exercés pour une contrepartie totale de 20 000 $. La valeur comptable des bons de souscription exercés a été transférée au capital-actions pour un montant de 8 000 $.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2009, 393 000, 111 111 et 4 865 000 bons de souscription, permettant à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la Société à des prix de 0,40 $, 0,55 $ et 0,60 $ l'action respectivement, ont expiré.

Exercice et octroi d'options d'achat d'actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, 1 250 options d'achat d'actions permettant à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix de 0,87 $ l'action ont été exercés pour une contrepartie totale de 1 088 $. La valeur comptable des options d'achat d'actions a été transférée au capital-actions pour un montant de 316 $.

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, Opsens a octroyé à des employés et à des administrateurs un total de 1 359 750 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 0,40 $ par action. À l'inverse, 6 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,68 $ par action ont été annulées.

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2009, Opsens a octroyé à des employés et des administrateurs un total de 705 500 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 0,40 $ par action. À l'inverse, 160 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,52 $ par action ont été annulées.

En date du présent rapport de gestion, les titres de capitaux propres suivants sont en circulation :

Actions ordinaires	47 865 983
Options d'achat d'actions	4 140 500
Bons de souscription	2 647 216
Titres de capitaux propres sur une base entièrement diluée	54 653 699

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

La Société a procédé à des acquisitions d'équipement pour chacune de ses unités d'exploitation. Les acquisitions d'équipements de recherche et développement, de production et d'administration se sont élevées à 125 000 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2010. Ces acquisitions ont été effectuées principalement dans le but d'avoir un environnement et des équipements de recherche et développement et de production à la fine pointe de la technologie.

Pour ce qui est des actifs incorporels, les investissements se sont élevés à 37 000 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2010. Ces investissements touchent des logiciels et la protection par des brevets des inventions de la Société.

Espèces et quasi-espèces

Au 31 août 2010, la Société détenait des liquidités de 5 348 000 $ comparativement à des liquidités de 2 887 000 $ au 31 août 2009. Du montant des liquidités au 31 août 2010, 4 351 000 $ sont investis au sein de placements sécuritaires hautement liquides. La Société possède également une marge de crédit inutilisée au montant de 200 000 $. Cette marge de crédit porte intérêts au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 2,00%. Les clauses restrictives de l'institution financière de la Société sont respectées.

Situation financière

Au 31 août 2010, la Société détenait un fonds de roulement de 8 069 000 $ comparativement à un fonds de roulement de 4 228 000 $ au 31 août 2009. En fonction du placement privé complété le 12 février 2010, de la disposition des activités de transformateurs, de l'exercice de bons de souscription, de ses liquidités, de son fonds de roulement et de son carnet de commandes, la Société dispose des ressources financières nécessaires pour ses opérations à court terme, pour le respect de ses engagements, pour le soutien de sa croissance planifiée et pour ses activités de développement. Dans une perspective à moyen terme, il est possible que du financement additionnel, par l'émission de titres de capitaux propres ou de dettes, soit requis. À long terme, l'obtention de financement additionnel présente une incertitude étant donné les risques et incertitudes identifiés dans la rubrique *Risques et incertitudes*. Au cours des quatre prochains trimestres, la fluctuation des liquidités dépendra notamment du taux de croissance des revenus.

Pour le prochain exercice, la Société n'anticipe pas d'investissement additionnel dans son fonds de roulement.

Engagements contractuels

Baux

La société loue à Québec des bureaux en vertu d'un contrat de location-exploitation qui vient à échéance le 31 janvier 2014. Ce contrat est renouvelable pour une période additionnelle de cinq ans. Les loyers futurs, sans tenir compte de la clause escalatoire, s'élèveront à 404 954 $.

Opsens Solutions Inc. loue quatre camions en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance en novembre 2010, en octobre 2013 et en mai 2014. Les loyers futurs s'élèveront à 97 550$.

Les versements requis pour les loyers et d'autres engagements au cours des prochains exercices d'un montant total de 649 604 $ sont les suivants :

	$
2011	276 091
2012	157 886
2013	149 386
2014	66 241
2015	-

Licence

En vertu d'une entente de licence exclusive avec un tiers, la société s'est engagée à fournir l'exclusivité de la commercialisation de certains de ses produits pour un territoire déterminé.

Instruments financiers

Équivalents de trésorerie et placements temporaires

La Société est exposée à différents types de risques dans la gestion de ses trésoreries et équivalents de trésorerie dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des contrôles ont été mis en place tels que la politique de placement. La politique de placement est approuvée par le conseil d'administration. La politique de placement vise prioritairement la protection du capital tout en considérant les aspects de rendement et de fiscalité.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt et les cours boursiers.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque lié aux taux d'intérêt survient lorsque les fluctuations des taux d'intérêt modifient les flux de trésorerie des placements de la Société. Les placements détenus par la Société portent des taux d'intérêt fixes. Au 31 août 2010, la Société détenait 81,4 % de son portefeuille d'équivalents de trésorerie dans des épargnes à terme rachetables en tout temps.

Détail des frais financiers (revenus)

	31 août 2010	31 août 2009
	$	$
Intérêts et frais bancaires	20 033	25 599
Intérêts sur la dette à long terme	23 457	42 684
Gain de change	(14 200)	(20 524)
Revenus d'intérêts	(70 129)	(82 446)
	(40 839)	(34 687)

Risque de crédit

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner un risque de crédit qui correspond au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. Les politiques de la Société en matière de gestion du risque de crédit comprennent l'autorisation d'effectuer des opérations de placements avec des institutions financières reconnues, ayant des cotes de crédit d'au moins A et plus soit en obligations, fonds de marché monétaire ou en certificats de placement garantis. Conséquemment, la Société gère le risque de crédit en se conformant aux politiques de placement établies.

Risque de concentration

Le risque de concentration survient lorsque des investissements sont effectués auprès de plusieurs entités ayant des caractéristiques semblables ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. Au 31 août 2010, la Société détenait 81,4 % de son portefeuille d'équivalents de trésorerie dans des épargnes à terme rachetables en tout temps d'une même institution financière.

Risque de crédit sur les opérations

La société consent du crédit pour une période conventionnelle de 30 jours à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle procède à une évaluation continue de tous ses comptes débiteurs et comptabilise une provision pour les créances douteuses au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables. Au 31 août 2010, 66,13 % (50,73 % au 31 août 2009) des débiteurs étaient concentrés entre les mains d'un client.

Au 31 août 2010, 23,79 % (23,66 % au 31 août 2009) des créances clients étaient de plus de 90 jours alors que 61,48 % (33,49 % au 31 août 2009) étaient de moins de 30 jours. L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances correspondait à leur valeur comptable. Au 31 août 2010, la provision pour mauvaises créances s'établissait à 6 110 $ (14 678 $ au 31 août 2009).

La direction est d'avis que la quasi-totalité des débiteurs non provisionnés sont entièrement recouvrables étant donné que la plupart des clients sont d'importantes sociétés jouissant de bonnes cotes de crédit et d'un historique ne comportant pas de manquements.

Risque de taux d'intérêt et de trésorerie

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt sur certaines dettes à long terme qui portent des taux d'intérêt variables. La Société ne gère pas activement ce risque.

En supposant une augmentation hypothétique de 1 % du taux d'intérêt sur les montants présentés au 31 août 2010 au titre des dettes à long terme et des équivalents de trésorerie, le bénéfice net aurait diminué d'environ 1 029 $ (la perte nette aurait augmenter de 1 975 $ au 31 août 2009). Le résultat net aurait subi une incidence équivalente mais inverse par suite d'une diminution hypothétique de 1 % des taux d'intérêt.

Risque de change

La Société réalise certaines ventes et certains achats de fournitures et de services professionnels en dollars US et est donc exposée aux fluctuations des devises. La Société ne gère pas ce risque activement.

Pour les exercices terminés respectivement le 31 août 2010, compte tenu d'une fluctuation à la hausse de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables restant constantes, le bénéfice net après impôts aurait été inférieur de 142 000 $ (la perte nette aurait été supérieure de 138 000 $ en 2009). Une baisse de 10 % aurait entraîné une augmentation du bénéfice de 142 000 $ (une diminution de 138 000 $ de la perte nette en 2009) respectivement pour les exercices terminés les 31 août 2010 et 2009.

Le risque auquel la Société était exposée au 31 août 2010 s'établissait comme suit :

	2010	2009
	$	$
Encaisse (467 612 $ US)	**509 164**	78 752
Débiteurs (468 010 $ US)	**501 350**	471 847
Balance de prix de vente à recevoir (786 250 $ US)	**826 037**	-
Créditeurs et charges à payer (87 587 $ US)	**(93 826)**	(30 545)
Total	**1 742 725**	520 054

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des crédits d'impôts à recevoir et des créditeurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon le taux d'intérêt que la Société estime pouvoir obtenir présentement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable en raison des taux courants du marché.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. La Société gère ce risque de manière à s'assurer qu'elle dispose en permanence des liquidités suffisantes pour être en mesure de respecter ses obligations financières actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des circonstances exceptionnelles. Les stratégies de financement pour assurer la gestion de ce risque incluent le recours au marché des capitaux, par l'émission de capitaux propres ou de titres de dette.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers (capital et intérêts, en supposant le maintien des taux d'intérêt actuellement en vigueur) au 31 août 2010 :

	Total	De 0 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De deux ans à 5 ans	Plus de 5 ans
	$	$	$	$	$
Créditeurs et charges à payer	1 402 249	1 402 249	-	-	-
Dette à long terme	263 252	136 620	80 035	46 597	-
Location-acquisition	54 933	22 838	15 345	16 750	-
Engagements	649 604	276 091	157 886	215 627	-
Total	2 370 038	1 837 798	253 266	278 974	-

ACQUISITION STRATÉGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX PROJETS

Dans son plan d'affaires, la Société a identifié des occasions de croissance par acquisition. Dans le but de maximiser la création de valeur pour les actionnaires et en fonction des opportunités, la Société pourrait effectuer des acquisitions stratégiques. La Société demeure alerte à des occasions d'affaires qui peuvent se présenter en tout temps.

Le 16 août 2010, la société a complété une entente de licence, par l'entremise d'une entente de propriété intellectuelle et d'assignation (« l'Entente »), pour ses activités dans les transformateurs électriques auprès d'une filiale de LumaSense Technologies Inc. ("LumaSense") située à Santa Clara en Californie (Etats-Unis). Cette Entente représente une sortie d'Opsens de cette ligne de produits.

L'Entente lègue des droits exclusifs sur une technologie d'Opsens pour le marché des transformateurs électriques. LumaSense a aussi accès au réseau de distribution actuel d'Opsens pour ce secteur. LumaSense a payé un montant de 2,1 M$US à la clôture et déboursera un montant de 500 000 $US à la fin de chacune des deux années qui suivent la signature de l'Entente.

Cette Entente a été comptabilisée comme une disposition. Le détail du gain sur disposition est présenté ci-après :

	Montant
	$
Produit de disposition	
Liquidités encaissées à la transaction	2 190 720
Balance de prix de vente à recevoir le 16 août 2011 (valeur nominale 500 000 $US)	443 360
Balance de prix de vente à recevoir le 16 août 2012 (valeur nominale 500 000 $US)	376 856
	3 010 936
Frais de disposition	
Inventaire et crédits sur achats	150 000
Autres frais et provisions	265 829
Frais reportés – contrat de fabrication à taux avantageux*	220 000
	635 829
Gain sur disposition	2 375 107

* Opsens s'est engagée pour une période de transition à fabriquer pour le compte de l'acquéreur selon des modalités avantageuses fixées par contrat.

CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

Tel que discuté dans la section relative à la position financière, la Société dispose des ressources financières nécessaires pour ses opérations à court terme, pour le respect de ses engagements, pour le soutien de sa croissance planifiée et pour ses activités de développement. Dans une perspective à moyen terme, il est possible que du financement additionnel, par l'émission de titres de capitaux propres ou de dettes, soit requis.

Au cours du prochain exercice, aucun investissement n'est anticipé dans le fonds de roulement malgré la croissance des ventes. En contrepartie, des investissements en capital de quelques centaines de milliers de dollars seront requis pour répondre aux besoins opérationnels d'Opsens.

Du point de vue des ressources humaines, les principaux postes de cadres sont comblés au sein de la Société. Néanmoins, du personnel de production supplémentaire sera requis au Québec et en Alberta. Compte tenu du marché de l'emploi au Canada, Opsens est confiant dans sa capacité de recruter des ressources humaines qualifiés en temps opportun.

Concernant la stratégie de rémunération des dirigeants, elle est orientée vers la création de valeur à long terme pour les actionnaires. Plusieurs dirigeants détiennent une participation importante en actions et en options, dont les droits sont acquis sur 4 ans, de façon à aligner les intérêts des actionnaires avec ceux des dirigeants. Cette vision à long terme stimule vers l'innovation et le développement des revenus récurrents.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Changements survenus au cours de l'exercice 2010

Le 1er septembre 2009 la société a adopté les nouvelles normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») suivantes :

a) Le chapitre 3064, intitulé « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, intitulé « Écart d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Le nouveau chapitre vise les états financiers des exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008. Le nouveau chapitre établit des normes relatives à la comptabilisation, à l'évaluation, à la présentation et aux informations à fournir sur l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et sur les actifs incorporels par des entreprises à but lucratif. Les normes liées à l'écart d'acquisition sont identiques à celles du chapitre 3062 précédent. L'adoption de cette norme n'a aucune une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Changements survenus au cours de l'exercice 2009

Le 1er septembre 2008, la société a adopté les nouvelles normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») : « Informations à fournir concernant le capital » (chapitre 1535) « Stocks » (chapitre 3031), « Instruments financiers – Informations à fournir » (chapitre 3862) et « Instruments financiers – Présentation » (chapitre 3863). L'application des nouvelles normes s'est faite sans retraitement des états financiers comparatifs.

Stocks

Le chapitre 3031 donne des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Il donne également des commentaires sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks.

Depuis l'entrée en vigueur de cette norme, la société comptabilise ses stocks de matières premières selon le moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Par le passé la société comptabilisait ses stocks de matières premières selon le moindre du coût et de la valeur de remplacement. Cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les résultats de ses états financiers consolidés.

Information concernant le capital

Le chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital, établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital de l'entité et à la façon dont il est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité ainsi que les données quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital et, sinon, les conséquences de cette dérogation. Depuis l'entrée en vigueur de cette norme, la société présente l'information pertinente reliée à la gestion de son capital dans sa note « Gestion du capital ».

Instruments financiers

Les chapitres 3862 et 3863 accordent une importance accrue à l'information à fournir permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels la société est exposée et la façon dont elle gère ces risques.

Modifications comptables futures

a) En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA, intitulé « Regroupements d'entreprises », qui remplace le chapitre 1581, intitulé « Regroupements d'entreprises ». Ce chapitre établit les normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3 (révisée), « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1er janvier 2011 ou après. L'application anticipée est autorisée. Comme ce chapitre est conforme aux IFRS, il sera adopté conformément à notre cadre de convergence vers les IFRS.

b) En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, intitulé « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, intitulé « Participations sans contrôle », qui remplacent le chapitre 1600, intitulé « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes pour la préparation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 établit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes constituent l'équivalent des dispositions correspondantes d'IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Ces chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés des exercices intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est autorisée au début d'un exercice. Comme ces chapitres sont conformes aux IFRS, ils seront adoptés conformément à notre cadre de convergence vers les IFRS.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») prévoit faire converger les PCGR du Canada des sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes vers les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») au cours d'une période de transition qui se terminera le 1er janvier 2011 avec leur adoption. Le 13 février 2008, le CNC a annoncé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes devraient avoir adopté les IFRS d'ici 2011. La date de basculement s'applique aux états financiers annuels et intermédiaires visant les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2011. La société adoptera ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé par ces nouvelles règles.

La société évalue présentement l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses activités commerciales, ses systèmes d'information financière et ses états financiers consolidés.

CONVENTIONS COMPTABLES IMPORTANTES

Les états financiers sont dressés selon les PCGR du Canada et tiennent compte des conventions comptables suivantes :

Mode de présentation

Les états financiers consolidés d'Opsens inc. comprennent les comptes de sa filiale en propriété exclusive Opsens Solutions Inc. depuis la date d'acquisition.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme rachetable en tout temps ou dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations corporelles et actifs incorporels

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût d'acquisition. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement dégressif, à l'exception des améliorations locatives et des brevets qui sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels suivants :

Immobilisations corporelles	
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement de production	20 %
Matériel roulant	30 %
Équipement de recherche et de développement	20 %
Équipement informatique de recherche et de développement	30 %
Équipement informatique	30 %
Améliorations locatives	Durée du bail
Actifs incorporels à durée de vie limitée	
Brevets	Durée du brevet sous-jacent, soit de 5 à 20 ans
Logiciels	30 %

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont comptabilisés au coût et sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une perte de valeur. Lorsque la valeur comptable excède la juste valeur, une perte de valeur d'un montant égal à l'excédent est imputée aux résultats.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme font l'objet d'un test de dépréciation une fois par année ou plus souvent lorsque des événements ou des changements de situation font en sorte que la valeur comptable excède le total des flux de trésorerie non actualisés attendus de leur utilisation et de leur cession éventuelle. On calcule la perte de valeur en déduisant la juste valeur de l'actif de sa valeur comptable.

Aide gouvernementale et crédits d'impôts à la recherche et au développement

Les subventions gouvernementales sont comptabilisées lorsque la Société a l'assurance raisonnable qu'elle s'est conformée et continuera de se conformer à toutes les conditions liées à la subvention. Les subventions ou contributions non remboursables relatives aux charges d'exploitation sont portées aux résultats lorsque les dépenses connexes sont engagées. Les subventions relatives aux dépenses en capital sont déduites de l'actif connexe lorsqu'elles sont acquises.

La Société a également droit aux crédits d'impôts à la recherche scientifique et au développement expérimental (« RS-DE ») accordés par les gouvernements fédéral et provincial. La portion encaissable immédiatement des crédits d'impôts à la RS-DE est inscrite dans l'exercice au cours duquel les frais afférents ou les dépenses en capital sont engagés. La portion non encaissable immédiatement des crédits d'impôts à la RS-DE est inscrite dans l'exercice au cours duquel ces frais ou dépenses sont engagés, dans la mesure où la Société a l'assurance raisonnable de récupérer ces crédits.

Les crédits d'impôts sont présentés en diminution des dépenses ou des actifs connexes. Les crédits d'impôts enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouvrés et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales.

Bénéfice (Perte) par action

Le Bénéfice (perte) par action est calculé au moyen du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. La société utilise la méthode du rachat d'actions pour calculer l'effet dilutif des options sur actions et des bons de souscription. Le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour calculer le bénéfice (la perte) de base et la perte diluée est présenté conformément aux PCGR.

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour mesurer la valeur des options sur actions ou des bons de souscription à la date d'attributions des options sur actions ou des bons de souscription. La juste valeur est établie à l'aide du modèle d'évaluation des options Black et Scholes et est inscrite au surplus d'apport. Lorsque les options sur actions ou les bons de souscription sont exercés, le surplus d'apport afférent ainsi que le produit reçu par la Société sont portés au crédit du capital-actions.

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, des impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre la valeur comptable des éléments du bilan et leur valeur fiscale, en utilisant les taux d'imposition en vigueur et pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont.

La Société établit une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs si, selon les renseignements disponibles, il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs ne sera pas matérialisée.

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice tandis que les éléments non monétaires sont convertis au cours du change historique. Les produits et les charges sont convertis au cours du change moyen en vigueur durant l'exercice sauf pour l'amortissement qui est converti au cours du change historique. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les résultats.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représentant l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif identifiable net de l'entreprise acquise est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il a subi une perte de valeur. Lorsque la valeur comptable excède la juste valeur, une perte de valeur d'un montant égal à l'excédent est imputée aux résultats.

Constatation des produits

Pour l'unité d'exploitation Opsens inc., les revenus relatifs à la vente de produits sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les marchandises sont expédiées aux clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

Pour l'unité d'exploitation Opsens Solutions inc., la vente des marchandises et les services d'installation de capteur sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les marchandises sont installées sur le site des clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré. Les revenus de contrats qui s'échelonnent sur une longue période sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Ainsi, ces revenus sont constatés proportionnellement au degré d'avancement des travaux. La Société utilise la méthode des efforts fournis selon laquelle le degré d'avancement est calculé en fonction des heures engagées à la date du bilan par rapport au total estimatif des heures. La valeur des travaux en cours est déterminée en tenant compte des heures travaillées à facturer et des encaissements reçus. Les pertes sont comptabilisées dès qu'il est possible de les déterminer.

Instruments financiers

Les trésoreries et équivalent de trésorerie sont classés à titre d'instruments détenus à des fins de transaction. Ils sont comptabilisés à la juste valeur. L'augmentation ou la diminution de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction est comptabilisée dans les autres revenus sous la rubrique « Revenus financiers » à l'état des résultats.

Les débiteurs et crédits d'impôts à recevoir sont classés comme « prêts et créances ». Ils sont enregistrés au coût, lequel, lors de l'enregistrement initial, correspond à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes des débiteurs sont enregistrées au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses.

Les passifs financiers (créditeurs, charges à payer et dette à long terme) sont classés à titre de « autres passifs ». Les passifs financiers sont évalués initialement au coût et les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais de transaction relatifs aux passifs de la catégorie « autres passifs » sont capitalisés et présentés en réduction de la dette à long terme. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisés dans le résultat net.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux PCGR, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations comptables concernent l'établissement des crédits d'impôts à recevoir, la provision pour garanties contractuelles et les hypothèses liées à la détermination de la juste valeur des options sur actions et des bons de souscription. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

RISQUES ET INCERTITUDES

Opsens évolue dans des secteurs soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Les affaires de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation sont susceptibles de subir l'incidence défavorable de ces facteurs de

risque et incertitudes. Les facteurs de risque et incertitudes énumérés ci-après, sans que cette liste soit exhaustive et complète, sont les plus importants et pourraient avoir un impact sur la Société.

Besoins en capitaux

Il est possible que du financement supplémentaire soit requis pour les activités d'exploitation et d'investissement. Il n'existe aucune garantie à l'effet que des capitaux additionnels seraient disponibles à des conditions qui seraient acceptables pour Opsens et selon des modalités qui favoriseraient sa croissance.

Revenus

Opsens tire la vaste majorité de ses revenus de la vente de postes de lecture et de capteurs à fibre optique, et il estime que les revenus provenant de ces produits continueront à représenter une part importante des revenus d'Opsens dans un avenir prévisible. Par conséquent, Opsens est particulièrement vulnérable aux fluctuations de la demande à l'égard de ses produits. Donc, si la demande à l'égard des produits d'Opsens diminue de façon importante, l'entreprise et les résultats d'exploitation pourraient être touchés de façon défavorable.

Main-d'œuvre et personnel-clé

Opsens dépend des services de ses ingénieurs, employés techniques et de son personnel de direction clé. La perte de l'une de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. La réussite d'Opsens est largement tributaire de son habileté à identifier, embaucher, former, motiver et conserver des employés de direction, ingénieurs, employés techniques, personnel de vente et de commercialisation hautement compétents. La concurrence à l'égard de ses employés peut être intense et Opsens ne peut assurer qu'il sera en mesure d'attirer ou de conserver du personnel technique et de direction hautement compétent à l'avenir. Son incapacité à attirer et à conserver le personnel de direction et technique, les employés des ventes et de commercialisation nécessaires pourrait avoir une incidence défavorable sur sa croissance et sa rentabilité future. Opsens pourrait être obligé d'augmenter la rémunération versée aux employés actuels ou aux nouveaux employés de façon telle que ses dépenses d'exploitation pourraient être substantiellement augmentées.

Gestion de la croissance et développement de marché

Il n'y a aucune garantie qu'Opsens puisse développer son marché de façon significative, affectant ainsi sa rentabilité. La croissance rapide envisagée d'Opsens pourrait avoir pour effet de créer des pressions significatives sur la direction, sur les opérations et les ressources techniques. Opsens prévoit des augmentations futures des frais d'exploitation et du personnel. Afin de gérer sa croissance, Opsens pourrait devoir augmenter l'effectif de son personnel technique et opérationnel et gérer son personnel tout en entretenant efficacement de nombreuses relations avec les tierces parties. Il n'existe aucune garantie à l'effet qu'Opsens sera en mesure de gérer la croissance de ses affaires. L'incapacité par Opsens de mettre en place des systèmes cohérents de gestion, d'ajouter des ressources économiques ou de gérer son expansion adéquatement aura un effet significatif et imprévisible sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Établissement des prix

Le marché concurrentiel dans lequel Opsens fait affaires pourrait l'amener à réduire ses prix. Si ses concurrents offrent de gros escomptes sur certains produits et services afin de reprendre des parts de marché ou d'en gagner de nouvelles ou de vendre des produits et services, Opsens pourrait devoir baisser ses prix et offrir d'autres modalités favorables afin de livrer concurrence de façon réussie. De tels changements pourraient réduire les marges bénéficiaires et avoir une incidence défavorable sur ses résultats d'exploitation. Certains des concurrents d'Opsens pourraient offrir des produits et services qui concurrencent avec les leurs à des fins de promotion ou dans le cadre d'une stratégie d'établissement des prix à long terme ou offrir des garanties de prix ou la mise en œuvre de produits. Ces pratiques pourraient, avec le temps, limiter les prix qu'Opsens peut demander à l'égard de ses produits et services. Si Opsens ne peut compenser ces réductions de prix par une augmentation correspondante des ventes ou par une baisse des dépenses, la baisse des revenus provenant de la vente des produits et services pourrait toucher de façon défavorable ses marges bénéficiaires et ses résultats d'exploitation.

Erreurs dans les produits

Les produits d'Opsens sont complexes et, par conséquent, peuvent contenir des erreurs qui pourraient être décelées à tout moment du cycle de vie d'un produit. Des erreurs dans ses produits pourraient avoir une incidence défavorable importante sur sa réputation, lui imposer des coûts importants, retarder les dates de lancement d'un produit et nuire à sa capacité de vendre ses produits à l'avenir. Les coûts de correction d'une erreur dans un de ces produits pourraient être importants et toucher négativement ses marges d'exploitation. Bien qu'Opsens prévoit continuer à mettre à l'essai des produits pour en déceler des erreurs et à travailler de concert avec ses clients au moyen de ses services de soutien et de maintenance afin de repérer et de corriger des erreurs, des erreurs dans ses produits pourraient se manifester à l'avenir.

Garantie, rappels et poursuites

Opsens s'expose à des frais de garantie, à des rappels de produits et autres réclamations, notamment si les produits s'avéraient défectueux ce qui nuirait au développement des affaires et à la réputation de la Société.

Droits exclusifs de Propriété intellectuelle

Afin de protéger ses droits de Propriété intellectuelle, Opsens s'appuie sur une combinaison de lois relatives aux brevets et marques de commerce, secrets commerciaux, procédures de confidentialité et dispositions contractuelles. Malgré les meilleurs efforts d'Opsens pour protéger ses droits de propriété intellectuelle, des personnes non autorisées pourraient tenter de copier certains aspects des produits d'Opsens ou obtenir des renseignements qu'Opsens considère sa propriété. La surveillance de l'utilisation non autorisée des technologies exclusives, s'il y a lieu, peut s'avérer difficile et coûteuse en temps et en argent. De plus, les lois de certains pays dans lesquels les produits d'Opsens seront vendus ne protègent pas leurs produits et les droits de propriété intellectuelle afférents de la même manière que peuvent le faire les lois du Canada et des États-Unis. Il n'y a aucune certitude qu'Opsens protègera avec succès ses droits de propriété intellectuelle, ce qui pourrait l'affecter de manière défavorable. Les demandes de brevets, revendications, PCT et « Continuation in Part » déposés par Opsens pourraient être incomplètes, invalides, éludées ou jugées non applicables. Des poursuites pourraient s'avérer nécessaires pour la mise en application des demandes de brevets, revendications, PCT et « Continuation in Part ». Ces litiges pourraient entraîner des frais considérables sans aucune garantie de succès. Malgré les meilleurs efforts d'Opsens pour s'assurer de son droit à commercialiser ses produits sur ses marchés cibles, les brevets des compétiteurs pourraient entraver le potentiel commercial de certains produits.

Concurrence et désuétude technologique

Les concurrents ainsi que de nouvelles compagnies pourraient lancer des nouveaux produits. Dans le but de demeurer à la fine pointe de la technologie, Opsens pourrait devoir lancer une nouvelle génération de capteurs à fibre optique et développer ses produits et services connexes. Que ce soit une concurrence livrée par des nouvelles sociétés de développement et/ou de mise en marché de capteurs à fibre optique, une fusion ou une acquisition de compagnies existantes, la concurrence au sein de certains secteurs de l'industrie des capteurs à fibre optique offrant des solutions semblables à celles qu'offre Opsens est vive et elle est susceptible d'augmenter. Quelques concurrents d'Opsens ont des ressources financières, techniques, de distribution et de commercialisation qui sont significativement supérieures à celles dont bénéficie Opsens. Des progrès technologiques et le développement des produits peuvent avoir pour effet de rendre vétustes les produits d'Opsens ou d'en réduire leur valeur.

Taux de change

Puisqu'Opsens réalise une proportion importante de ses ventes en dollars américains alors qu'une grande partie de ses frais d'exploitation sont engagés en dollars canadiens, les fluctuations du taux de change entre les deux monnaies pourraient avoir une incidence défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. En fonction des perspectives d'avenir dans le marché du pétrole et gaz, la pondération des ventes canadiennes devraient augmenter dans les prochains exercices et par conséquent réduire le risque de taux de change d'Opsens.

Clauses restrictives

La Société dispose de clauses restrictives sur l'endettement et le fonds de roulement au sein de l'entente avec son institution financière. Advenant le non respect de ces clauses restrictives, Opsens pourrait devoir attribuer une partie de son fonds de roulement au remboursement du prêt LFPEC d'une valeur au 31 août 2010 de 31 749 $.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Veuillez prendre note que pour de plus amples informations, il vous est possible de consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse suivante : http://www.sedar.com.

Au nom de la direction,
Le chef de la direction financière et secrétaire

(s) Louis Laflamme, CA

_____
18 novembre 2010

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.
925, Grande Allée Ouest
Bureau 400
Québec QC G1S 4Z4
Canada

Tél. : 418-624-3333
Téléc. : 418-624-0414
www.deloitte.ca

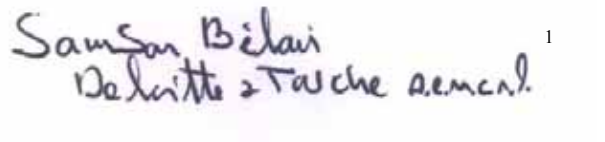
Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de
Opsens inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés d'Opsens inc. aux 31 août 2010 et 2009 et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 août 2010 et 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



[1]

Le 20 octobre 2010

[1] Comptable agréé auditeur permis n° 11848

Opsens inc.

États consolidés des résultats et du résultat étendu
Exercices terminés les 31 août 2010 et 2009

	2010	2009
	$	$
Produits		
Ventes	**5 280 716**	3 087 816
Coût des ventes	**3 172 311**	1 999 843
Marge bénéficiaire brute	**2 108 405**	1 087 973
Charges (produits)		
Administration	**1 521 224**	1 178 659
Commercialisation	**870 157**	871 972
Recherche et développement	**1 046 921**	827 406
Rémunération sous forme d'options sur actions (note 15b)	**282 057**	229 408
Amortissement des immobilisations corporelles	**178 754**	164 460
Amortissement des actifs incorporels	**31 866**	21 387
Revenus financiers (note 4)	**(40 839)**	(34 687)
Gain sur disposition (note 6)	**(2 375 107)**	-
	1 515 033	3 258 605
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	**593 372**	(2 170 632)
Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu	**593 372**	(2 170 632)
Bénéfice net (perte nette) par action (note 16)		
De base	**0,01**	**(0,05)**
Diluée	**0,01**	**(0,05)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Des renseignements complémentaires aux états consolidés des résultats sont présentés à la note 24.

Opsens inc.

États consolidés des capitaux propres
Exercice terminé le 31 août 2010

	2010									
	Actions ordinaires	Bons de souscription	Options d'achat d'actions	**Total**	Actions ordinaires	Bons de souscription	Options d'achat d'actions	Surplus d'apport	Déficit	**Total**
	(nombre)	(nombre)	(nombre)	**(nombre)**	$	$	$	$	$	**$**
Solde au 31 août 2009	43 398 344	2 889 509	2 788 000	**49 075 853**	12 035 259	856 077	783 936	595 047	(8 728 706)	**5 541 613**
Émission d'actions et de bons de souscription – Placement privé	4 287 500	2 143 750	-	**6 431 250**	2 958 375	686 000	-	-	-	**3 644 375**
Émission de bons de souscription aux courtiers – Frais d'émission – Placement privé	-	299 299	-	**299 299**	-	116 727	-	-	-	**116 727**
Émission d'actions – Exercice de bons de souscription	178 889	(178 889)	-	**-**	206 580	(63 469)	-	-	-	**143 111**
Bons de souscription expirés	-	(2 506 453)	-	**(2 506 453)**	-	(733 553)	-	733 553	-	**-**
Émission d'actions – Exercice d'options d'achat d'actions	1 250	-	(1 250)	**-**	1 404	-	(316)	-	-	**1 088**
Options octroyées	-	-	1 359 750	**1 359 750**	-	-	-	-	-	**-**
Options annulées	-	-	(6 000)	**(6 000)**	-	-	-	-	-	**-**
Frais d'émission de composantes de capitaux propres	-	-	-	**-**	-	-	-	-	(462 408)	**(462 408)**
Rémunération à base d'actions	-	-	-	**-**	-	-	282 057	-	-	**282 057**
Bénéfice net	-	-	-	**-**	-	-	-	-	593 372	**593 372**
Solde au 31 août 2010	47 865 983	2 647 216	4 140 500	**54 653 699**	15 201 618	861 782	1 065 677	1 328 600	(8 597 742)	**9 859 935**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Opsens inc.

États consolidés des capitaux propres
Exercice terminé le 31 août 2009

	2009									
	Actions ordinaires	Bons de souscription	Options d'achat d'actions	**Total**	Actions ordinaires	Options d'achat d'actions	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	**Total**
	(nombre)	(nombre)	(nombre)	**(nombre)**	$	$	$	$	$	**$**
Solde au 31 août 2008	40 431 677	8 104 453	2 242 500	**50 778 630**	10 257 259	554 528	1 400 069	-	(6 382 486)	**5 829 370**
Émission d'actions – Placement privé	2 916 667	204 167	-	**3 120 834**	1 750 000	-	59 055	-	-	**1 809 055**
Émission d'actions – Exercice de bons de souscription	50 000	(50 000)	-	**-**	28 000	-	(8 000)	-	-	**20 000**
Frais d'émission de composantes des capitaux propres	-	-	-	**-**	-	-	-	-	(175 588)	**(175 588)**
Bons de souscription expirés (note 15c)	-	(5 369 111)	-	**(5 369 111)**	-	-	(595 047)	595 047	-	**-**
Options octroyées	-	-	705 500	**705 500**	-	-	-	-	-	**-**
Options annulées	-	-	(160 000)	**(160 000)**	-	-	-	-	-	**-**
Rémunération à base d'actions	-	-	-	**-**	-	229 408	-	-	-	**229 408**
Perte nette	-	-	-	**-**	-	-	-	-	(2 170 632)	**(2 170 632)**
Solde au 31 août 2009	43 398 344	2 889 509	2 788 000	**49 075 853**	12 035 259	783 936	856 077	595 047	(8 728 706)	**5 541 613**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Opsens inc.

Bilans consolidés
31 août 2010 et 2009

	2010	2009
	$	$
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 17)	**5 347 801**	2 887 085
Débiteurs (note 7)	**2 055 923**	573 310
Crédits d'impôt à recevoir (note 22)	**152 080**	214 624
Travaux en cours	**40 000**	-
Stocks (note 8)	**1 428 439**	1 125 260
Frais payés d'avance	**144 338**	80 198
Balance de prix de vente à recevoir à court terme	**428 024**	-
	9 596 605	4 880 477
Balance de prix de vente à recevoir à long terme (note 11)	**398 013**	-
Immobilisations corporelles (note 9)	**670 059**	723 424
Actifs incorporels (note 10)	**175 176**	169 799
Écart d'acquisition	**676 574**	676 574
	11 516 427	6 450 274
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 13)	**1 402 249**	518 782
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 14)	**125 001**	133 440
	1 527 250	652 222
Dette à long terme (note 14)	**129 242**	256 439
	1 656 492	908 661
Capitaux propres		
Capital-actions (note 15a)	**15 201 618**	12 035 259
Options sur actions (note 15b)	**1 065 677**	783 936
Bons de souscription (note 15c)	**861 782**	856 077
Surplus d'apport	**1 328 600**	595 047
Déficit	**(8 597 742)**	(8 728 706)
	9 859 935	5 541 613
	11 516 427	6 450 274

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Références :

Engagements (note 18)
Garanties contractuelles (note 19)

Au nom du conseil

Signé [Gordon Zive] administrateur

Signé [Pierre Carrier] administrateur

Opsens inc.

États consolidés des flux de trésorerie
Exercices terminés les 31 août 2010 et 2009

	2010	2009
	$	$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net (perte nette)	**593 372**	(2 170 632)
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	**178 754**	164 460
Amortissement des actifs incorporels	**31 866**	21 387
Prime à payer à Développement économique Canada	**-**	24 353
Prime à payer à Investissement Québec	**-**	8 520
Rémunération à base d'actions	**282 057**	229 408
Gain sur disposition d'actifs	**(2 375 107)**	-
Intérêt théorique sur la balance de prix de vente	**(5 821)**	-
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 17)	**(1 579 750)**	(302 637)
	(2 874 629)	(2 025 141)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(125 389)**	(333 704)
Acquisition d'actifs incorporels	**(37 243)**	(31 418)
Disposition d'actifs	**2 190 720**	-
	2 028 088	(365 122)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	**19 260**	84 295
Remboursement de la dette à long terme	**(154 896)**	(202 934)
Émission de composantes des capitaux propres	**3 788 574**	1 770 000
Frais d'émission de composantes des capitaux propres	**(345 681)**	(116 533)
	3 307 257	1 534 828
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**2 460 716**	(855 435)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**2 887 085**	3 742 520
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**5 347 801**	2 887 085

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Des renseignements complémentaires aux états consolidés des flux de trésorerie sont présentés à la note 17.

Opsens inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
31 août 2010 et 2009

1. État et nature des activités

La société, est constituée en vertu de la partie IA de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle se spécialise dans le développement et la fabrication d'instruments techniques et scientifiques.

2. Modifications de conventions comptables

Changements survenus au cours de l'exercice 2010

Le 1er septembre 2009, la société a adopté les nouvelles normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») suivantes :

Le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Le nouveau chapitre établit des normes relatives à la comptabilisation, à l'évaluation, à la présentation et aux informations à fournir sur l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et sur les actifs incorporels par des entreprises à but lucratif. Les normes liées à l'écart d'acquisition sont identiques à celles du chapitre 3062 précédent. L'adoption de cette norme n'a aucune une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Changements survenus au cours de l'exercice 2009

Le 1er septembre 2008, la société a adopté les nouvelles normes comptables de l'ICCA : « Informations à fournir concernant le capital » (chapitre 1535) « Stocks » (chapitre 3031), « Instruments financiers – Informations à fournir » (chapitre 3862) et « Instruments financiers – Présentation » (chapitre 3863). L'application des nouvelles normes s'est faite sans retraitement des états financiers comparatifs.

Stocks

Le chapitre 3031 donne des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Il donne également des commentaires sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks.

Depuis l'entrée en vigueur de cette norme, la société comptabilise ses stocks de matières premières selon le moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Par le passé, la société comptabilisait ses stocks de matières premières selon le moindre du coût et de la valeur de remplacement. Cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les résultats de ses états financiers consolidés.

Information concernant le capital

Le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital de l'entité et à la façon dont il est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité ainsi que les données quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital et, sinon, les conséquences de cette dérogation. Depuis l'entrée en vigueur de cette norme, la société présente l'information pertinente reliée à la gestion de son capital dans sa note « Gestion du capital ».

2. Modifications de conventions comptables (suite)

Changements survenus au cours de l'exercice 2009 (suite)

Instruments financiers

Les chapitres 3862 et 3863 accordent une importance accrue à l'information à fournir permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels la société est exposée et la façon dont elle gère ces risques.

Modifications comptables futures

a) En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA, intitulé « Regroupements d'entreprises », qui remplace le chapitre 1581, intitulé « Regroupements d'entreprises ». Ce chapitre établit les normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3 (révisée), « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1er janvier 2011 ou après. L'application anticipée est autorisée. Comme ce chapitre est conforme aux IFRS, il sera adopté conformément à notre cadre de convergence vers les IFRS.

b) En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, intitulé « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, intitulé « Participations sans contrôle », qui remplacent le chapitre 1600, intitulé « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes pour la préparation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 établit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes constituent l'équivalent des dispositions correspondantes d'IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Ces chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés des exercices intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est autorisée au début d'un exercice. Comme ces chapitres sont conformes aux IFRS, ils seront adoptés conformément à notre cadre de convergence vers les IFRS.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») prévoit faire converger les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada des sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes vers les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») au cours d'une période de transition qui se terminera le 1er janvier 2011 avec leur adoption. Le 13 février 2008, le CNC a annoncé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes devraient avoir adopté les IFRS d'ici 2011. La date de basculement s'applique aux états financiers annuels et intermédiaires visant les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2011. La société adoptera ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé par ces nouvelles règles.

La société évalue présentement l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses activités commerciales, ses systèmes d'information financière et ses états financiers consolidés.

3. Conventions comptables

Les états financiers sont dressés selon les PCGR du Canada et tiennent compte des conventions comptables suivantes :

Mode de présentation

Les états financiers consolidés d'Opsens inc. comprennent les comptes de sa filiale en propriété exclusive, Opsens Solutions inc., depuis la date d'acquisition.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme rachetables en tout temps ou dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations corporelles et actifs incorporels

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût d'acquisition. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement dégressif, à l'exception des améliorations locatives et des brevets qui sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels suivants :

Immobilisations corporelles

Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement de production	20 %
Matériel roulant	30 %
Équipement de recherche et de développement	20 %
Équipement informatique de recherche et de développement	30 %
Équipement informatique	30 %
Améliorations locatives	Durée du bail

Actifs incorporels à durée de vie limitée

Brevets	Durée du brevet sous-jacent, soit de 5 à 20 ans
Logiciels	30 %

Actifs incorporels à durée de vie indéfinie

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont comptabilisés au coût et sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une perte de valeur. Lorsque la valeur comptable excède la juste valeur, une perte de valeur d'un montant égal à l'excédent est imputée aux résultats.

3. Conventions comptables (suite)

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme font l'objet d'un test de dépréciation une fois par année ou plus souvent lorsque des événements ou des changements de situation font en sorte que leur valeur comptable excède le total des flux de trésorerie non actualisés attendus de leur utilisation et de leur cession éventuelle. On calcule la perte de valeur en déduisant la juste valeur de l'actif de sa valeur comptable.

Aide gouvernementale et crédits d'impôt à la recherche et au développement

Les subventions gouvernementales sont comptabilisées lorsque la société a l'assurance raisonnable qu'elle s'est conformée et continuera de se conformer à toutes les conditions liées à la subvention. Les subventions ou contributions non remboursables relatives aux charges d'exploitation sont portées aux résultats lorsque les dépenses connexes sont engagées. Les subventions relatives aux dépenses en capital sont déduites de l'actif connexe lorsqu'elles sont acquises.

La société a également droit aux crédits d'impôt à la recherche scientifique et au développement expérimental (« RS-DE ») accordés par les gouvernements fédéral et provincial. La portion encaissable immédiatement des crédits d'impôt à la RS-DE est inscrite dans l'exercice au cours duquel les frais afférents ou les dépenses en capital sont engagés. La portion non encaissable immédiatement des crédits d'impôt à la RS-DE est inscrite dans l'exercice au cours duquel ces frais ou dépenses sont engagés, dans la mesure où la société a l'assurance raisonnable de récupérer ces crédits.

Les crédits d'impôt sont présentés en diminution des dépenses ou des actifs connexes. Les crédits d'impôt enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouvrés et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales.

Bénéfice (perte) par action

Le bénéfice (perte) par action est calculé au moyen du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. La société utilise la méthode du rachat d'actions pour calculer l'effet dilutif des options sur actions et des bons de souscription. Le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour calculer le bénéfice (perte) de base et la perte diluée est présenté conformément aux PCGR.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

La société utilise la méthode de la juste valeur pour mesurer la valeur des options sur actions ou des bons de souscription à la date d'attribution des options ou des bons de souscription. La juste valeur est établie à l'aide du modèle d'évaluation des options Black et Scholes est amortie aux résultats sur la période d'acquisition et est inscrite au compte de capitaux propres correspondant. Lorsque les options sur actions ou les bons de souscription sont exercés, le compte correspondant ainsi que le produit reçu par la société sont portés au crédit du capital-actions.

3. Conventions comptables (suite)

Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, des impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre la valeur comptable des éléments du bilan et leur valeur fiscale, en utilisant les taux d'imposition en vigueur et pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont.

La société établit une provision pour moins-value à l'égard des actifs d'impôts futurs si, selon les renseignements disponibles, il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs ne sera pas matérialisée.

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice tandis que les éléments non monétaires sont convertis au cours du change historique. Les produits et les charges sont convertis au cours du change moyen en vigueur durant l'exercice sauf pour l'amortissement qui est converti au cours du change historique. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les résultats.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représentant l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif identifiable net de l'entreprise acquise est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il a subi une perte de valeur. Lorsque la valeur comptable excède la juste valeur, une perte de valeur d'un montant égal à l'excédent est imputée aux résultats.

Constatation des produits et travaux en cours

Pour l'unité d'exploitation Opsens inc., les revenus relatifs à la vente de produits sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les marchandises sont expédiées aux clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

Pour l'unité d'exploitation Opsens Solutions inc., la vente des marchandises et les services d'installation de capteurs sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les marchandises sont installées sur le site des clients, que le prix est déterminé ou déterminable et que l'encaissement est raisonnablement assuré. Les revenus de contrats qui s'échelonnent sur une longue période sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Ainsi, ces revenus sont constatés proportionnellement au degré d'avancement des travaux. La société utilise la méthode des efforts fournis selon laquelle le degré d'avancement est calculé en fonction des heures engagées à la date du bilan par rapport au total estimatif des heures. La valeur des travaux en cours est déterminée en tenant compte des heures travaillées à facturer et des encaissements reçus. Les pertes sont comptabilisées dès qu'il est possible de les déterminer.

3. Conventions comptables (suite)

Instruments financiers

Les trésoreries et équivalent de trésorerie sont classés à titre d'instruments détenus à des fins de transaction. Ils sont comptabilisés à la juste valeur. L'augmentation ou la diminution de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction est comptabilisée dans les autres revenus sous la rubrique « Revenus financiers » à l'état des résultats.

Les débiteurs et crédits d'impôts à recevoir sont classés comme « prêts et créances ». Ils sont enregistrés au coût, lequel, lors de l'enregistrement initial, correspond à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes des débiteurs sont enregistrées au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses.

Les passifs financiers (créditeurs, charges à payer et dette à long terme) sont classés à titre de « autres passifs ». Les passifs financiers sont évalués initialement au coût et les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais de transaction relatifs aux passifs de la catégorie « autres passifs » sont capitalisés et présentés en réduction de la dette à long terme. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisés dans le résultat net.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux PCGR, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations comptables concernent l'établissement des crédits d'impôt à recevoir, la provision pour garanties contractuelles et les hypothèses liées à la détermination de la juste valeur des options sur actions et des bons de souscription. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

4. Instruments financiers

Équivalents de trésorerie et placements temporaires

La société est exposée à différents types de risques dans la gestion de ses trésoreries et équivalents de trésorerie dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des contrôles ont été mis en place tels que la politique de placement. La politique de placement est approuvée par le conseil d'administration et vise prioritairement la protection du capital tout en considérant les aspects de rendement et fiscaux.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt et les cours boursiers.

4. Instruments financiers (suite)

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque lié aux taux d'intérêt survient lorsque les fluctuations des taux d'intérêt modifient les flux de trésorerie des placements de la société. Les placements détenus par la société portent des taux d'intérêt fixes. Au 31 août 2010, la société détenait plus de 81,4 % (85,4 % au 31 août 2009) de son portefeuille d'équivalents de trésorerie dans des épargnes à terme rachetables en tout temps.

Détail des frais financiers (revenus)

	2010	2009
	$	$
Intérêts et frais bancaires	**20 033**	25 599
Intérêts sur la dette à long terme	**23 457**	42 684
Gain de change	**(14 200)**	(20 524)
Revenus d'intérêts	**(70 129)**	(82 446)
	(40 839)	(34 687)

Risque de crédit

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner un risque de crédit qui correspond au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. Les politiques de la société en matière de gestion du risque de crédit comprennent l'autorisation d'effectuer des opérations de placements avec des institutions financières reconnues, ayant des cotes de crédit d'au moins A et plus, soit en obligations, en fonds de marché monétaire ou en certificats de placement garantis. Conséquemment, la société gère le risque de crédit en se conformant aux politiques de placement établies.

Risque de concentration

Le risque de concentration survient lorsque des investissements sont effectués auprès de plusieurs entités ayant des caractéristiques semblables ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. Au 31 août 2010, la société détenait plus de 81,4 % (85,4 % au 31 août 2009) de son portefeuille d'équivalents de trésorerie dans des épargnes à terme rachetables en tout temps d'une même institution financière.

Risque de crédit sur les opérations

La société consent du crédit pour une période conventionnelle de 30 jours à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle procède à une évaluation continue de tous ses comptes débiteurs et comptabilise une provision pour les créances douteuses au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables. Au 31 août 2010, 66,13 % (50,73 % au 31 août 2009) des débiteurs étaient concentrés entre les mains d'un client.

Au 31 août 2010, 23,79 % (23,66 % au 31 août 2009) des créances clients étaient de plus de 90 jours alors que 61,48 % (33,49 % au 31 août 2009) étaient de moins de 30 jours. L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances correspondait à leur valeur comptable. Au 31 août 2010, la provision pour mauvaises créances s'établissait à 6 110 $ (14 678 $ au 31 août 2009).

La direction est d'avis que la quasi-totalité des débiteurs non provisionnés sont entièrement recouvrables étant donné que la plupart des clients sont d'importantes sociétés jouissant de bonnes cotes de crédit et d'un historique ne comportant pas de manquements.

4. Instruments financiers (suite)

Risque de taux d'intérêt et de trésorerie

La société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt sur certaines dettes à long terme qui portent des taux d'intérêt variables. La société ne gère pas activement ce risque.

En supposant une augmentation hypothétique de 1 % du taux d'intérêt sur les montants présentés au 31 août 2010 au titre des dettes à long terme et des équivalents de trésorerie, le bénéfice net aurait diminué d'environ 1 029 $ (la perte nette aurait augmenter de 1 975 $ au 31 août 2009). Le résultat net aurait subi une incidence équivalente mais inverse par suite d'une diminution hypothétique de 1 % des taux d'intérêt.

Risque de change

La société réalise certaines ventes et certains achats de fournitures et de services professionnels en dollars US et est donc exposée aux fluctuations des devises. La société ne gère pas ce risque activement.

Pour les exercices terminés respectivement le 31 août 2010 et 2009, compte tenu d'une fluctuation à la hausse de 10 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables restant constantes, le bénéfice net après impôts aurait été inférieur de 142 000 $ (la perte nette aurait été supérieure de 138 000 $ en 2009). Une baisse de 10 % aurait entraîné une augmentation du bénéfice de 142 000 $ (une diminution de 138 000 $ de la perte nette en 2009) respectivement pour les exercices terminés les 31 août 2010 et 2009.

Le risque auquel la société était exposée au 31 août s'établissait comme suit :

	2010	2009
	$	$
Encaisse (467 612 $ US)	**509 164**	78 752
Débiteurs (468 010 $ US)	**501 350**	471 847
Balance de prix de vente à recevoir (786 250 $ US)	**826 037**	-
Créditeurs et charges à payer (87 587 $ US)	**(93 826)**	(30 545)
Total	**1 742 725**	520 054

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des crédits d'impôt à recevoir, de la balance de prix de vente et des créditeurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon le taux d'intérêt que la société estime pouvoir obtenir présentement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable en raison des taux courants du marché.

4. Instruments financiers (suite)

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la société ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. La société gère ce risque de manière à s'assurer qu'elle dispose en permanence des liquidités suffisantes pour être en mesure de respecter ses obligations financières actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des circonstances exceptionnelles. Les stratégies de financement pour assurer la gestion de ce risque incluent le recours au marché des capitaux, par l'émission de capitaux propres ou de titres de dette.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers (capital et intérêts, en supposant le maintien des taux d'intérêt actuellement en vigueur) au 31 août 2010 :

	Total	De 0 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De deux ans à 5 ans	Plus de 5 ans
	$	$	$	$	$
Créditeurs et charges à payer	1 402 249	1 402 249	-	-	-
Dette à long terme	263 252	136 620	80 035	46 597	-
Location-acquisition	54 933	22 838	15 345	16 750	-
Engagements	649 604	276 091	157 886	215 627	-
Total	2 370 038	1 837 798	253 266	278 974	-

5. Gestion du capital

La société utilise principalement ses capitaux afin de financer ses charges de commercialisation, ses charges de recherche et développement, ses charges d'administration, son fonds de roulement et ses dépenses en capital. Historiquement, la société a financé ses activités à partir de diverses rondes de f public et privé, par l'obtention de financement par dette de même que par l'obtention de quelques subventions gouvernementales.

La société passe en revue trimestriellement le bénéfice net (perte nette) et le bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et les charges de rémunération à base d'actions « BAIIAO ». Le BAIIAO n'a pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est peu probable que cette mesure soit comparable avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIAO donne aux investisseurs et à la direction le taux d'absorption des liquidités relatif aux activités d'exploitation de la société.

	2010	2009
	$	$
Bénéfice net (perte nette)	**593 372**	(2 170 632)
Revenus financiers	**(40 839)**	(34 687)
Amortissement des immobilisations corporelles	**178 754**	164 460
Amortissement des actifs incorporels	**31 866**	21 387
Rémunérations à base d'actions	**282 057**	229 408
BAIIAO	**1 045 210**	(1 790 064)

5. Gestion du capital (suite)

La société vise à améliorer ces indicateurs de performance qui ont fluctué favorablement pour l'exercice terminé le 31 août 2010 par rapport à l'exercice 2009. La société est d'avis que ses liquidités actuelles seraient suffisantes pour financer ses activités à court terme.

La société dispose d'une marge de crédit autorisée dont les détails sont divulgués à la note 12.

6. Gain sur disposition

Le 16 août 2010, la société a complété une entente de licence, par l'entremise d'une entente de propriété intellectuelle et d'assignation (l'« Entente »), pour ses activités dans les transformateurs électriques auprès d'une filiale de LumaSense Technologies inc. (« LumaSense ») située à Santa Clara en Californie (États-Unis).

L'Entente lègue des droits exclusifs sur une technologie d'Opsens pour le marché des transformateurs électriques. LumaSense a aussi accès au réseau de distribution actuel d'Opsens pour ce secteur. LumaSense a payé un montant de 2,1 M$ US à la clôture et déboursera un montant de 500 000 $ US à la fin de chacune des deux années qui suivent la signature de l'Entente.

Cette Entente a été comptabilisée comme une disposition. Le détail du gain sur disposition est présenté ci-après :

	Montant
	$
Produit de disposition	
Liquidités encaissées à la transaction	2 190 720
Balance de prix de vente à recevoir le 16 août 2011 (valeur nominale de 500 000 $ US)	443 360
Balance de prix de vente à recevoir le 16 août 2012 (valeur nominale de 500 000 $ US)	376 856
	3 010 936
Frais de disposition	
Inventaire et crédits sur achats	150 000
Autres frais et provisions	265 829
Contrat de fabrication à taux avantageux*	220 000
	635 829
Gain sur disposition	2 375 107

* Opsens s'est engagée pour une période de transition à fabriquer pour le compte de l'acquéreur selon des modalités avantageuses fixées par contrat.

7. Débiteurs

	2010	2009
	$	$
Clients	**1 938 099**	511 678
Provision pour créances douteuses	**(6 110)**	(14 678)
Taxes à recevoir	**28 901**	50 415
Subvention à recevoir	**95 033**	25 895
	2 055 923	573 310

8. Stocks

	2010	2009
	$	$
Matières premières	**669 149**	636 084
Produits finis	**759 290**	489 176
	1 428 439	1 125 260

9. Immobilisations corporelles

			2010
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Valeur comptable nette**
	$	**$**	**$**
Mobilier et équipement de bureau	**85 114**	**41 971**	**43 143**
Mobilier et équipement de bureau loué	**8 326**	**6 365**	**1 961**
Équipement de production	**173 383**	**51 864**	**121 519**
Matériel roulant loué	**59 028**	**25 382**	**33 646**
Équipement de recherche et de développement, net des crédits d'impôt de 23 834 $	**761 751**	**399 671**	**362 080**
Équipement informatique de recherche et de développement, net des crédits d'impôt de 3 078 $	**27 122**	**21 176**	**5 946**
Équipement informatique	**138 836**	**70 213**	**68 623**
Équipement informatique loué	**29 009**	**14 796**	**14 213**
Améliorations locatives	**39 908**	**20 980**	**18 928**
	1 322 477	**652 418**	**670 059**

9. Immobilisations corporelles (suite)

			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	$	$	$
Mobilier et équipement de bureau	74 483	32 283	42 200
Mobilier et équipement de bureau loué	8 326	5 875	2 451
Équipement de production	113 514	37 366	76 148
Matériel roulant loué	59 028	10 963	48 065
Équipement de recherche et de développement, net des crédits d'impôt de 23 834 $	734 428	300 469	433 959
Équipement informatique de recherche et de développement, net des crédits d'impôt de 3 078 $	27 122	18 617	8 505
Équipement informatique	111 269	44 466	66 803
Équipement informatique loué	29 009	8 703	20 306
Améliorations locatives	39 908	14 921	24 987
	1 197 087	473 663	723 424

10. Actifs incorporels

			2010
	Coût	**Amortissement cumulé**	**Valeur nette**
	$	**$**	**$**
Durée de vie indéfinie			
Marques de commerce	**200**	**-**	**200**
Durée de vie limitée			
Brevets	**223 485**	**60 921**	**162 564**
Logiciels, nets des crédits d'impôt de 1 518 $	**46 751**	**34 339**	**12 412**
	270 436	**95 260**	**175 176**

			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	$	$	$
Durée de vie indéfinie			
Marques de commerce	200	-	200
Durée de vie limitée			
Brevets	203 454	46 414	157 040
Logiciels, nets des crédits d'impôt de 1 518 $	41 578	29 019	12 559
	245 232	75 433	169 799

11. Balance de prix de vente à recevoir

	2010	2009
	$	$
Balance de prix de vente à recevoir de 1 000 000 $ US encaissable en deux versements de 500 000 $ US à la fin de chacune des deux années qui suivent la signature de l'entente actualisée à un taux implicite de 15 % par an	**820 216**	-
Intérêts implicites accumulés (au taux de 15 %)	**5 821**	-
	826 037	-
Montant à recevoir à court terme	**428 024**	-
Montant à recevoir à long terme	**398 013**	-

12. Marge de crédit autorisée

La société dispose d'une marge de crédit autorisée d'un montant maximal de 200 000 $, dont 50 000 $ sont disponibles en tout temps et sans égard à la margination usuelle. Pour une utilisation de la marge de crédit d'un montant variant entre 50 000 $ et 100 000 $, le crédit disponible est limité à un montant correspondant à 75 % des débiteurs canadiens et à 65 % des débiteurs étrangers plus 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Si l'utilisation de la marge de crédit excède 100 000 $, le crédit disponible est limité à un montant correspondant à 75 % des débiteurs canadiens et à 90 % des débiteurs étrangers assurés plus 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 2 % et est remboursable hebdomadairement, par tranche de 5 000 $. Elle est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang pour un montant de 750 000 $ sur l'universalité des créances et des stocks. Selon les conditions de la convention de crédit, la société est soumise à certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien de ratios financiers minimums (voir note 5). Les ratios de la société au 31 août 2010 satisfont aux exigences des prêteurs. Cette facilité de crédit est non utilisée au 31 août 2010.

La société dispose également de cartes de crédit d'un montant maximal de 50 000 $ pour financer son exploitation courante. Le solde utilisé sur ces cartes de crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 4 %.

13. Créditeurs et charges à payer

	2010	2009
	$	$
Fournisseurs	**734 560**	491 461
Provision pour garanties contractuelles (note 19)	**31 860**	27 321
Frais de dispositions à payer (note 6)	**635 829**	-
	1 402 249	518 782

14. Dette à long terme

	2010	2009
	$	$
Contributions remboursables à Développement économique Canada, sans intérêts, remboursables en cinq versements annuels égaux et consécutifs de 39 567 $ et de 20 000 $, échéant en février 2012 et en juin 2013		
Solde des emprunts	**139 129**	198 696
Intérêts théoriques	**(23 448)**	(42 707)
	115 681	155 989
Prêt de la BDC, d'un montant autorisé de 285 000 $, portant intérêt au taux de base de la banque majoré de 2,5 %, remboursable par des versements mensuels de capital de 3 690 $ et un versement final de 870 $ en janvier 2012, garanti par une hypothèque mobilière de premier rang, au montant de 285 000 $, sur l'universalité des biens meubles corporels et incorporels, présents et futurs (subordonnée seulement à l'égard des débiteurs et des stocks servant à garantir des prêts d'opération ou des crédits d'opération, et dont la BDC a accordé une cession de rang en faveur d'Investissement Québec pour un montant de 255 750 $ sur la propriété intellectuelle), et par le cautionnement conjoint et solidaire de certains actionnaires pour un montant correspondant à 25 % de l'engagement en cours	**59 910**	104 190
Prêt LFPEC (Loi sur le financement des petites entreprises du Canada), d'un montant autorisé de 119 340 $, portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 2,75 % l'an, remboursable par des versements mensuels de capital de 1 423 $ jusqu'en décembre 2011, garanti par une hypothèque mobilière de premier rang au montant de 119 340 $ sur des biens meubles spécifiques	**31 749**	55 561
Contrat de location-acquisition portant intérêt à un taux de 13,5 %, payable par des versements mensuels de 1 367 $, incluant les intérêts et un paiement final de 1 417 $ à l'échéance en décembre 2010	**4 513**	19 211
Contrat de location-acquisition portant intérêt à un taux de 10,6 %, payable par des versements mensuels de 98 $, incluant les intérêts et un paiement final de 486 $ à l'échéance en mars 2011	**1 043**	2 054
Solde à reporter	**212 896**	337 005

14. Dette à long terme (suite)

	2010	2009
	$	$
Solde reporté	**212 896**	337 005
Contrat de location-acquisition portant intérêt à un taux de 13,5 %, payable par des versements mensuels de 140 $, incluant les intérêts et un paiement final de 740 $ à l'échéance en août 2012	**3 575**	4 689
Contrat de location-acquisition portant intérêt à un taux de 9,7 %, payable par des versements mensuels de 837 $, incluant les intérêts et un paiement final de 837 $ à l'échéance en avril 2014	**30 925**	37 632
Contrat de location-acquisition portant intérêt à un taux de 13,5 %, payable par des versements mensuels de 375 $, incluant les intérêts et un paiement final de 1 650 $ à l'échéance en août 2012	**6 847**	10 553
	254 243	389 879
Tranche échéant à moins d'un an	**125 001**	133 440
	129 242	256 439

Les versements de capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	Obligations – Contrat de location-acquisition			Autres dettes	Dette et portion capital du contrat de location-acquisition
	Versements totaux	Intérêts implicites	Versements en capital		
	$	$	$	$	$
2011	22 838	3 678	19 160	105 841	125 001
2012	15 345	2 209	13 136	62 314	75 450
2013	10 047	1 099	8 948	38 557	47 505
2014	6 703	236	6 467	-	6 467

Selon les conditions de la convention rattachée à la dette à long terme de son institution financière, la société est soumise à certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien de ratios financiers minimums (voir note 5).

15. Capital-actions, options sur actions et bons de souscription

a) Capital-actions

Autorisé, en nombre illimité

Actions ordinaires, votantes et participantes, sans valeur nominale

Exercice terminé le 31 août 2010

Les actions en circulation et les variations survenues au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

Émis et entièrement payé

	Nombre	Montant
		$
Solde au début de l'exercice	**43 398 344**	**12 035 259**
Émission d'actions – Exercice de bons de souscription (note 15a)i)	**178 889**	**206 580**
Émission d'actions – Exercice d'options d'achat d'actions (note 15a)ii)	**1 250**	**1 404**
Émission d'actions – Placement privé (note 15a)iii)	**4 287 500**	**2 958 375**
Solde au 31 août 2010	**47 865 983**	**15 201 618**

i) Exercice de bons de souscription

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, 178 889 bons de souscription permettant à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix de 0,80 $ l'action ont été exercés pour une contrepartie totale de 143 111 $. La valeur comptable des bons de souscription exercés a été transférée au capital-actions pour un montant de 63 469 $.

ii) Exercice d'options d'achat d'actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, 1 250 options d'achat d'actions permettant à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix de 0,87 $ l'action ont été exercées pour une contrepartie totale de 1 088 $. La valeur comptable des options d'achat d'actions a été transférée au capital-actions pour un montant de 316 $.

iii) Placement privé

Le 12 février 2010, la société a réalisé un placement privé de 4 287 500 unités à un prix de 0,85 $ l'unité pour un produit brut de 3 644 375 $. Chaque unité est composée d'une action ordinaire d'Opsens et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon permettra à son détenteur de souscrire une action ordinaire d'Opsens, à un prix de 1,15 $ l'action durant une période de 24 mois suivant la clôture du placement privé. Opsens a payé aux placeurs pour compte une commission en espèces de 254 404 $ et émis des bons de souscription aux courtiers leur permettant d'acquérir un nombre de 299 299 actions ordinaires d'Opsens. Les bons de courtiers émis ont un prix d'exercice correspondant au prix d'émission des unités pour une période de 24 mois suivant la date de clôture du placement privé.

15. Capital-actions, options sur actions et bons de souscription (suite)

a) Capital-actions (suite)

Exercice terminé le 31 août 2009

Les actions en circulation et les variations survenues au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

Émis et entièrement payé

	Nombre	Montant
		$
Solde au début de l'exercice	40 431 677	10 257 259
Émission d'actions – Exercice de bons de souscription (note 15a)iv))	50 000	28 000
Émission d'actions – Placement privé (note 15a)v))	2 916 667	1 750 000
Solde au 31 août 2009	43 398 344	12 035 259

iv) Exercice de bons de souscription

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2009, 50 000 bons de souscription permettant à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix de 0,40 $ l'action ont été exercés pour une contrepartie totale de 20 000 $. La valeur comptable des bons de souscription exercés a été transférée au capital-actions pour un montant de 8 000 $.

v) Placement privé

Le 25 juin 2009, la société a réalisé un placement privé de 2 916 667 actions ordinaires à un prix de 0,60 $ l'unité pour un produit brut de 1 750 000 $. Opsens a payé aux placeurs pour compte une commission en espèces de 87 500 $ et émis, à la clôture du placement, des bons de souscription non transférables aux courtiers, leur permettant d'acquérir un nombre de 204 167 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,60 $ pour une période de 24 mois suivant la date de clôture du placement privé.

b) Options sur actions

La société a modifié son régime d'options sur actions le 19 janvier 2010. Le nombre d'actions ordinaires réservées par le conseil d'administration aux fins de l'attribution d'options en vertu du régime correspond en tout à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la société. Ce régime est offert aux administrateurs, aux consultants, aux dirigeants et aux employés de la société.

Le régime d'options sur actions prévoit que les modalités et le prix d'exercice des options seront déterminés par les administrateurs, sous réserve des restrictions relativement au prix d'exercice et aux autres exigences de la Bourse de croissance TSX. La période d'exercice ne peut pas excéder cinq ans et elle prend effet à la date d'attribution. Les options octroyées sont généralement acquises sur une période de quatre ans, à l'exception de 1 000 000 options dont la période d'acquisition est nulle.

La charge de rémunération au titre du régime d'options sur actions s'est établie à 282 057 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2010 (229 408 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2009).

15. Capital-actions, options sur actions et bons de souscription (suite)

b) Options sur actions (suite)

La juste valeur de ces options a été estimée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes à partir des hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	Entre 1,79 % et 2,29 %
Volatilité prévue	Entre 82 % et 88 %
Taux de rendement prévu des actions	- %
Durée de vie prévue	5 ans
Juste valeur par option à la date d'attribution	Entre 0,24 $ et 0,79 $

Le modèle de Black et Scholes a été élaboré afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction quant à l'acquisition et qui sont entièrement cessibles. Cette pratique diffère considérablement des attributions d'options sur actions de la société. De plus, les modèles d'évaluation des options nécessitent la formulation d'hypothèses très subjectives, qui concernent notamment la volatilité prévue du cours de l'action. Toute modification de ces hypothèses subjectives peut influer sur la juste valeur estimative par option.

Les options sur actions en circulation et les variations survenues au cours des exercices terminés les 31 août 2010 et 2009 s'établissent comme suit :

	2010		2009	
	Nombre d'options sur actions	**Prix d'exercice moyen pondéré**	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
		$		$
En circulation au début de l'exercice	**2 788 000**	**0,61**	2 242 500	0,65
Options octroyées	**1 359 750**	**0,40**	705 500	0,40
Options annulées	**(6 000)**	**0,68**	(160 000)	0,52
Options exercées	**(1 250)**	**0,87**	-	-
En circulation à la fin de l'exercice	**4 140 500**	**0,54**	2 788 000	0,61
Options sur actions pouvant être exercées à la fin de l'exercice	**2 047 063**	**0,59**	1 228 125	0,61

15. Capital-actions, options sur actions et bons de souscription (suite)

b) Options sur actions (suite)

Le tableau suivant fournit des informations sur les options sur actions en circulation au 31 août 2010 :

Prix d'exercice	Nombre d'options sur actions en circulation	Nombre d'options sur actions pouvant être exercées	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)
$			
0,36	219 750	80 000	4,85
0,37	303 250	75 813	3,64
0,38	1 100 000	300 000	5,00
0,40	90 000	22 500	3,27
0,42	50 000	12 500	3,39
0,45	50 000	37 500	1,26
0,50	1 060 000	790 000	1,11
0,60	70 000	22 500	3,59
0,64	50 000	12 500	3,79
0,72	500 000	250 000	2,28
0,80	150 000	125 000	1,91
0,87	257 500	128 750	2,64
0,95	200 000	150 000	1,62
1,15	40 000	40 000	4,21
	4 140 500	2 047 063	2,70

c) Bons de souscription

La juste valeur des bons de souscription a été estimée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	Unités émises	Bons de souscription versés aux courtiers
Prix d'exercice	1,15 $	0,85 $
Taux d'intérêt sans risque	1,14 %	1,14 %
Volatilité prévue	86 %	86 %
Taux de rendement des actions	- %	- %
Durée de vie prévue	2 ans	2 ans
Juste valeur par bon de souscription	0,32 $	0,39 $

15. Capital-actions, options sur actions et bons de souscription (suite)

c) Bons de souscription (suite)

Les bons de souscription en circulation et les variations survenues au cours des exercices terminés les 31 août 2010 et 2009 s'établissent comme suit :

	2010		2009	
	Nombre de bons de souscription	**Prix moyen pondéré**	Nombre de bons de souscription	Prix moyen pondéré
		$		$
En circulation au début de l'exercice	**2 889 509**	**1,03**	8 104 453	0,74
Bons de souscription émis, placement privé (note 15a)iii))	**2 443 049**	**1,11**	204 167	0,60
Bons de souscription annulés	**(2 506 453)**	**1,08**	(5 369 111)	0,56
Bons de souscription exercés au cours de l'exercice (note 15a)i))	**(178 889)**	**0,80**	(50 000)	0,40
En circulation à la fin de l'exercice	**2 647 216**	**1,07**	2 889 509	1,03
Bons de souscription pouvant être exercés à la fin de l'exercice	**2 647 216**	**1,07**	2 889 509	1,03

Le tableau suivant fournit des informations sur les bons de souscription en circulation au 31 août 2010 :

Prix d'exercice	Nombre de bons de souscription	Nombre de bons de souscription pouvant être exercés	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)
$			
0,60	204 167	204 167	0,82
0,85	299 299	299 299	1,45
1,15	2 143 750	2 143 750	1,45
	2 647 216	2 647 216	1,40

i) Échéance des bons de souscriptions

Durant l'année financière se terminant le 31 août 2010, 150 890 et 2 355 563 bons de souscription permettant à son détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix de 0,80 $ et de 1,10 $ par action ont expiré.

16. Bénéfice net (perte nette) par action

Le tableau suivant illustre le rapprochement du bénéfice net par action de base et du bénéfice net par action diluée :

	2010	2009
	$	$
Numérateur		
Bénéfice net (perte nette)	**593 372**	(2 170 632)
Montant disponible aux fins du calcul du bénéfice (perte) par action	**593 372**	(2 170 632)
Dénominateur		
Nombre d'actions		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	**47 865 983**	41 010 627
Effet dilutif des options sur actions et des bons de souscription	**2 924**	-
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, dilué	**47 868 907**	41 010 627
Montant par action		
Bénéfice net (perte nette) par action		
De base	**0,01**	(0,05)
Diluée	**0,01**	(0,05)

Le calcul de l'effet dilutif exclut, pour l'exercice terminé le 31 août 2010, les options sur actions et les bons de souscription qui ont un effet antidilutif.

Toutefois, si le résultat de base par action de la société n'avait pas été négatif pour les trois premiers trimestres de l'exercice, les options sur actions et les bons de souscription, au prix d'exercice de 0,37 $, de 0,40 $, de 0,42 $, de 0,45 $, de 0,50 $, de 0,60 $, de 0,64 $, de 0,72 $, de 0,80 $, de 0,85 $ et de 0,87 $ auraient été dilutifs et auraient eu pour effet d'ajouter 602 246 actions au nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action pour l'exercice terminé le 31 août 2010 (106 072 en 2009).

17. Renseignements complémentaires aux états des flux de trésorerie

	2010	2009
	$	$
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation		
Débiteurs	**(1 482 613)**	170 641
Crédits d'impôt à recevoir	**62 544**	(30 674)
Stocks	**(303 179)**	(671 989)
Travaux en cours	**(40 000)**	237 551
Frais payés d'avance	**(64 140)**	20 256
Créditeurs et charges à payer	**247 638**	(28 422)
	(1 579 750)	(302 637)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	**997 072**	422 168
Placements à court terme	**4 350 729**	2 464 917
	5 347 801	2 887 085
Autres renseignements		
Intérêts payés	**26 008**	49 456

Opérations sans effet sur la trésorerie

Opsens a émis des bons de souscription aux courtiers avec un prix d'exercice de 0,85 $ par action à la suite du placement privé du 12 février 2010 permettant d'acquérir un nombre de 299 299 actions ordinaires d'Opsens d'une valeur comptable de 116 727 $.

Opsens a émis des bons de souscription aux courtiers avec un prix d'exercice de 0,60 $ par action à la suite du placement privé du 25 juin 2009 permettant d'acquérir un nombre de 204 167 actions ordinaires d'Opsens d'une valeur comptable de 59 055 $.

Opsens a généré une balance de prix de vente de 820 216 $ ainsi que des frais courus de 635 828 $ n'ayant pas d'incidence sur les flux de trésoreries découlant de la disposition d'une licence (note 6).

18. Engagements

Bail

La société loue à Québec des bureaux en vertu d'un contrat de location-exploitation qui vient à échéance le 31 janvier 2014. Ce contrat est renouvelable pour une période additionnelle de cinq ans. Les loyers futurs, sans tenir compte de la clause escalatoire, s'élèveront à 404 954 $.

Opsens Solutions inc. loue quatre camions en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance en novembre 2010, en octobre 2013 et en mai 2014. Les loyers futurs s'élèveront à 97 550 $.

Les versements requis pour les loyers et d'autres engagements au cours des prochains exercices d'un montant total de 649 604 $ sont les suivants :

	$
2011	276 091
2012	157 886
2013	149 386
2014	66 241
2015	-

Licence

En vertu d'une entente de licence exclusive avec un tiers, la société s'est engagée à fournir l'exclusivité de la commercialisation de certains de ses produits pour un territoire déterminé.

19. Garanties contractuelles

Dans le cours normal de ses activités, la société assume le remplacement des pièces défectueuses en vertu des garanties offertes à la vente de ses produits. Les garanties ont une durée de 12 mois. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, la société a constaté une charge de 4 359 $ (7 321 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2009) à titre de garantie. Une provision de 31 860 $ (27 321 $ au 31 août 2009) est comptabilisée à titre de garantie. Cette provision est estimée en fonction de l'expérience passée et est présentée au passif sous la rubrique « Créditeurs et charges à payer ». Le montant réel des coûts que la société pourrait assumer ainsi que le moment où les pièces devront être remplacées peuvent être différents du montant estimé.

20. Aide gouvernementale

Programme d'aide à la recherche industrielle (« PARI »)

En vertu d'une nouvelle entente conclue avec le Conseil national de recherches relativement au PARI en 2009, la société peut recevoir des contributions non remboursables d'un montant maximum de 498 500 $ afin de couvrir certains coûts engagés par la société, pour la réalisation d'un projet de développement de capteurs médicaux. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2010, la société a enregistré des contributions de 345 698 $ (22 116 $ pour l'exercice terminé le 31 août 2009), lesquelles ont été comptabilisées à l'encontre des frais de recherche et de développement.

20. Aide gouvernementale (suite)

Pour l'exercice terminé le 31 août 2010, la société a encaissé et enregistré d'Emploi Québec des contributions de 3 000 $ pour la formation. Ce montant a été comptabilisé à l'encontre de la recherche et du développement.

En vertu d'ententes conclues avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, la société a reçu des contributions non remboursables afin de couvrir certains coûts engagés pour une étude de marché, l'embauche d'un vendeur et la conception d'un produit. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2009, la société a enregistré et encaissé des contributions de 45 640 $, lesquelles ont été comptabilisées à l'encontre des frais de recherche et de développement, des frais de marketing et des frais d'administration.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2009, la société a encaissé et enregistré d'Emploi Québec des contributions de 4 856 $ pour la formation. Ce montant a été comptabilisé à l'encontre de la recherche et du développement.

21. Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif de la société diffère du taux d'imposition de base combiné (fédéral et provincial). Cette différence résulte des éléments suivants :

	2010	2009
	$	$
Impôt payable selon les taux d'imposition fédéral et provincial combinés	**194 134**	(657 312)
Frais non déductibles	**268 255**	478 946
Disposition d'actifs	**(313 494)**	-
Frais financiers déductibles	**(86 894)**	(102 007)
Crédits d'impôt non imposables	**(69 018)**	(77 450)
Pertes utilisées	**7 017**	357 823
Impôt selon le taux d'imposition effectif	**-**	-

Au 31 août 2010, la société a des pertes fiscales d'environ 4 441 400 $ aux fins fédérales et 4 418 400 $ aux fins provinciales pouvant servir à réduire le bénéfice imposable des exercices ultérieurs. Ces pertes expirent comme suit :

	Fédéral	Provincial
	$	$
2023	483 000	463 000
2024	42 000	40 000
2025	400	400
2027	1 524 000	1 509 000
2028	691 000	692 000
2029	1 201 000	1 214 000
2030	500 000	500 000
	4 441 400	4 418 400

21. Impôts sur les bénéfices (suite)

De plus, la société dispose de dépenses de recherche et de développement non déduites au montant de 2 925 000 $ aux fins fédérales et de 4 125 000 $ aux fins provinciales reportables sur une période indéterminée.

L'actif d'impôts futurs lié aux pertes fiscales, aux dépenses de recherche et de développement non déduites et à la différence entre la fraction non amortie du coût fiscal et la valeur nette aux livres des immobilisations pourra être comptabilisé aux états financiers lorsque la société jugera probable qu'elle puisse utiliser ces pertes et avantages fiscaux.

22. Crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental

Aux fins fiscales, les frais directs de recherche et de développement se détaillent de la façon suivante :

	2010	2009
	$	$
Fédéral	**1 065 717**	946 387
Provincial	**1 069 462**	933 061

Ces frais ont qualifié la société à des crédits d'impôt à la recherche scientifique remboursables pour les montants suivants :

	2010	2009
	$	$
Fédéral	**-**	-
Provincial	**152 080**	214 624
	152 080	214 624
Ces crédits ont été comptabilisés dans les frais de recherche et de développement aux états des résultats	**152 080**	214 624
Ces crédits ont été comptabilisés à l'encontre des immobilisations auxquelles ils se rapportent	**-**	-
Crédits d'impôt à la recherche scientifique remboursables gagnés	**152 080**	214 624

Les crédits d'impôt à la recherche scientifique remboursables gagnés pour l'exercice terminé le 31 août 2010 n'ont pas encore fait l'objet d'une révision par les autorités fiscales et les montants octroyés pourraient différer des montants comptabilisés.

Au cours des années, la société s'est qualifiée à des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental du gouvernement fédéral, lesquels sont non remboursables et utilisables à l'encontre de l'impôt de la partie I. Les crédits accumulés sont de 867 000 $ et expirent sur une période de 10 à 20 ans à partir de 2014.

23. Informations sectorielles

Informations par secteur d'activité

Les secteurs isolables de la société sont des unités d'exploitation stratégiques gérées distinctement puisque l'une est spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de capteurs à fibre optique (Opsens inc.) tandis que l'autre (Opsens Solutions inc.) se spécialise dans la commercialisation et l'installation de capteurs optiques et conventionnels dans le secteur du pétrole et du gaz.

Les conventions comptables sont les mêmes pour les deux secteurs. Les opérations entre les secteurs ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

	2010			2009		
	Opsens inc.	**Opsens Solutions**	**Total**	Opsens inc.	Opsens Solutions	Total
	$	**$**	**$**	$	$	$
Ventes à des tiers	**2 892 819**	**2 387 897**	**5 280 716**	2 721 088	366 728	3 087 816
Ventes intersectorielles	**450 211**	**-**	**450 211**	81 481	-	81 481
Amortissement des immobilisations corporelles	**151 961**	**26 793**	**178 754**	147 940	16 520	164 460
Amortissement des actifs incorporels	**30 146**	**1 720**	**31 866**	21 387	-	21 387
Frais financiers	**(45 923)**	**5 084**	**(40 839)**	(92 939)	58 252	(34 687)
Perte nette avant disposition	**(1 317 306)**	**(464 429)**	**(1 781 735)**	(1 212 563)	(958 069)	(2 170 632)
Gain sur disposition	**2 375 107**	**-**	**2 375 107**	-	-	-
Bénéfice net (perte nette)	**1 057 801**	**(464 429)**	**593 372**	(1 212 563)	(958 069)	(2 170 632)
Acquisition d'immobilisations corporelles	**65 023**	**60 366**	**125 389**	256 792	76 912	333 704
Acquisition d'actifs incorporels	**29 159**	**8 084**	**37 243**	31 418	-	31 418
Actif sectoriel	**8 612 521**	**2 903 906**	**11 516 427**	5 182 350	1 267 924	6 450 274

23. Informations sectorielles (suite)

Informations par secteur géographique

	2010	2009
	$	$
Revenus par secteur géographique		
Canada	**2 601 958**	464 061
États-Unis	**906 916**	754 214
Allemagne	**298 152**	363 586
Royaume-Uni	**181 953**	146 767
Autres	**1 291 737**	1 359 188
	5 280 716	3 087 816

Les revenus sont attribués aux secteurs géographiques d'après le lieu de résidence des clients.

Les actifs immobilisés, qui comprennent les immobilisations corporelles et les actifs incorporels, sont situés au Canada en totalité.

Pour l'exercice terminé le 31 août 2010, les revenus effectués auprès de deux clients représentaient individuellement 28,57 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.), et 11,34 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.) des revenus totaux de la société.

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2009, les revenus effectués auprès de deux clients représentaient individuellement plus de 10 % des revenus totaux de la société, soit environ 15,92 % (unité d'exploitation Opsens inc.) et 11,16 % (unité d'exploitation Opsens inc.).

24. Renseignements complémentaires aux états des résultats

	2010	2009
	$	$
Aide gouvernementale	**(345 698)**	(76 391)
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	**(222 010)**	(250 648)
Intérêts et frais bancaires	**20 033**	25 599
Intérêts sur la dette à long terme	**23 457**	42 684
Gain de change	**(14 200)**	(20 524)
Revenus d'intérêts	**(70 129)**	(82 446)

25. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

Gouvernance

ADMINISTRATEURS

Pierre Carrier
Président du conseil
et chef de la direction

Claude Belleville
Vice-président, instrumentation
médicale, laboratoires

Gaétan Duplain
Vice-président, pétrole et gaz

Steven G. Arless
Administrateur

Colin H. G. Cook
Administrateur

Denis M. Sirois
Administrateur

Gordon P. Zive
Administrateur

OFFICIERS

Pierre Carrier
Président du conseil
et chef de la direction

Claude Belleville
Vice-président, instrumentation
médicale, laboratoires

Gaétan Duplain
Vice-président, pétrole et gaz

Louis Laflamme, CA
Chef de la direction financière
et secrétaire corporatif

Informations corporatives

SIÈGE SOCIAL

2014, rue Cyrille-Duquet, bureau 125
Québec QC G1N 4N6

Téléphone : 1 418 682-9996
Télécopieur : 1 418 682-9939

OPSENS SOLUTIONS

10456, 176e rue, bureau 201
Edmonton AB T5S 1L3

Téléphone : 1 780 930-1777
Télécopieur : 1 780 930-2077

Site web : www.opsens.com

RELATIONS AUX INVESTISSEURS :

Pour obtenir de l'information additionnelle ou pour recevoir les rapports trimestriels et les communiqués de presse, contactez **Marie-Claude Poitras** au siège social ou à **marie-claude.poitras@opsens.com**.

VÉRIFICATEURS

Samson Bélair Deloitte & Touche
Québec QC

INSCRIPTION

Bourse de Croissance TSX
Symbole : OPS
Actions en circulation : 47 865 983 (au 31 août 2010)

AGENT DE TRANSFERT

CIBC Mellon
2001, rue University, bureau 1600
Montréal QC H3A 2A6

Tél. : 1 514 285-3600

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Vendredi le 21 janvier 2011
10 h 30 a.m.
Hôtel W, Salle Studio 2,
901, Square Victoria, Montréal QC

PIONNIÈRE DANS LA MESURE DE PRESSION

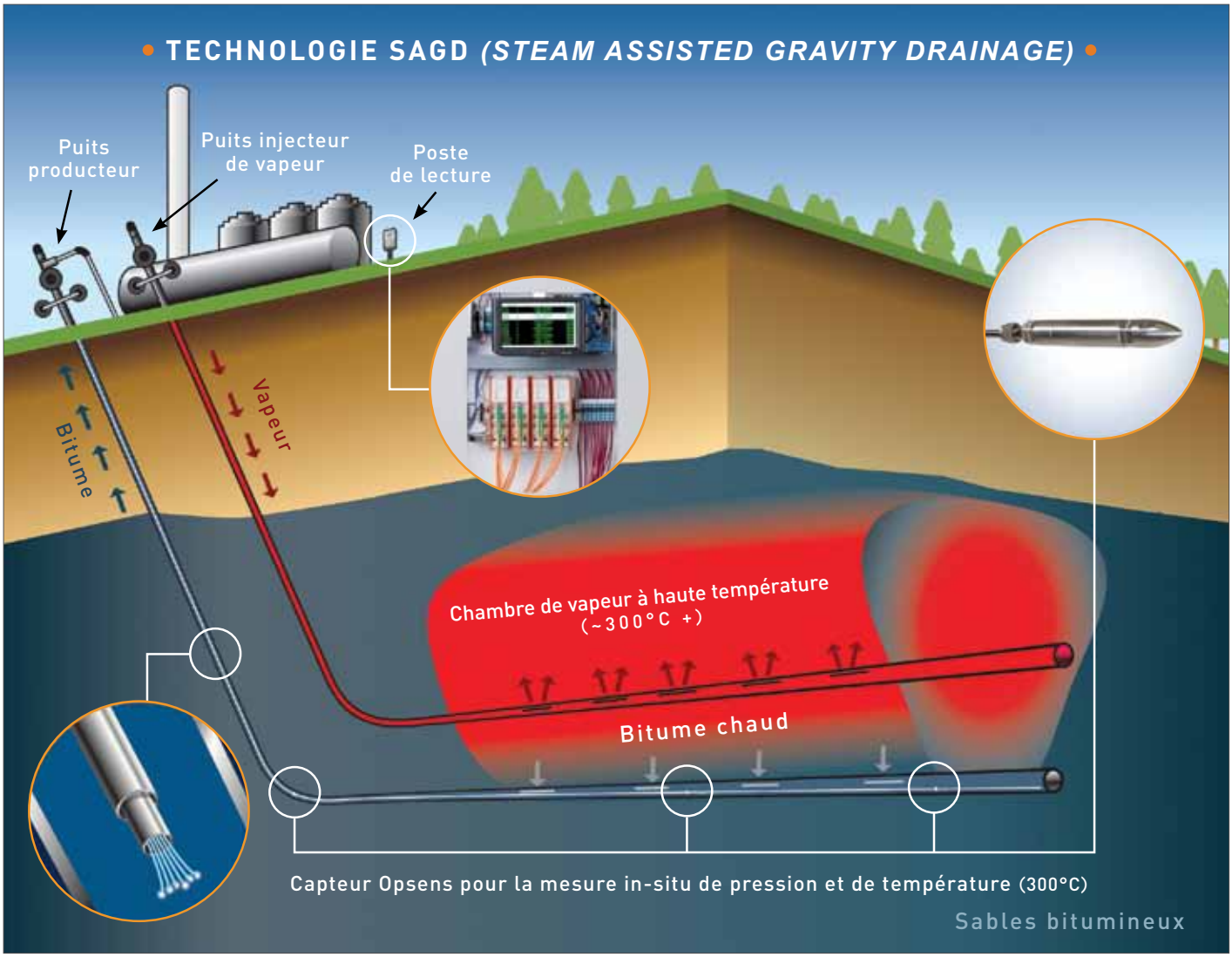
PÉTROLE ET GAZ • **OPSENS** offre des services intégrés dans la gestion de réservoirs et d'environnements *in-situ* pour le pétrole et gaz. Sa priorité à court terme est orientée vers le marché des sables bitumeux de l'Ouest canadien, où une forte demande, particulièrement de la mesure de pression et de température est identifiée. Il y a plusieurs sites de sables bitumeux *in-situ* actifs en Alberta où la plupart des compagnies pétrolières majeures font de l'exploitation par SAGD.

Le *Steam Assisted Gravity Drainage* (SAGD) est le procédé le plus reconnu pour l'exploitation des réserves in-situ. Le taux de recouvrement des réserves de ce procédé varie entre 30 et 60 %. Pour optimiser la production et le taux de recouvrement, les producteurs ont besoin de données sur la température et la pression sous la surface terrestre en provenance des puits injecteurs et producteurs où la température peut varier entre 200 et 300 degrés Celsius. Le capteur Opsens OPP-W a démontré sa capacité à combler ce besoin par la mesure en continu de la pression et de la température jusqu'à une température de 300 degrés Celsius.

INSTRUMENTATION MÉDICALE • **OPSENS** aspire à devenir un leader de la mesure optique de la pression dans ce domaine. La reconnaissance de la valeur ajoutée des technologies optiques est sur la bonne voie. La fibre optique est infiniment petite ce qui permet son intégration à des instruments de très faible dimension. Insensible aux interférences électriques et magnétiques qu'on rencontre dans les milieux hospitaliers, elle fournit une mesure fiable tout en étant peu affectée par la chaleur ou l'humidité.

Durant l'exercice 2010, Opsens a signé une entente avec ABIOMED pour l'intégration de son capteur de pression dans la plus petite pompe cardiaque au monde.

Avec un groupe d'experts de calibre international, Opsens développe depuis plusieurs mois son propre produit d'instrumentation médicale destiné au marché de la mesure FFR. L'attrait pour ce marché réside dans le fait qu'il est en très forte croissance et que les avantages de la mesure FFR sont supportés par des données cliniques reconnues. Par-dessus tout, notre technologie optique est hautement compatible avec l'usage auquel Opsens le destine.



Nos capteurs au travail

• Pétrole et gaz •

Permet aux producteurs de l'Ouest canadien d'optimiser la production dans les sables bitumineux et de faire la surveillance du couvert rocheux.

• Instrumentation médicale •

Développement de notre propre produit médical pour la mesure FFR.

• Laboratoires et R&D scientifique •

Validation de l'immunité aux champs électromagnétiques de composantes.

opSens

2014, rue Cyrille-Duquet, bureau 125, Québec QC G1N 4N6
T. 1 418 682-9996 **F.** 1 418 682-9939

10456, 176e Rue, bureau 201, Edmonton AB T5S 1L3
T. 1 780 930-1777 **F.** 1 780 930-2077

www.opsens.com